

que faire?

revue communiste

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

LENINE, décembre 1906.)

Numéro Spécial
48 pages

Le prolétariat et les sanctions.

Le Socialisme a-t-il vaincu en U.R.S.S. ?

La lutte contre le fascisme et l'Internationale communiste.

N° 11

Novembre

PRIX

1 fr. 50

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an 10 fr. Six mois 5 fr.

Etranger : — 18 fr. — 10 fr.

Abonnement de soutien : 20 fr.

CORRESPONDANCE ET MANDATS :

G. RUCAR, 10, Rue Gay-Lussac, PARIS-V*

Chèque Postal Paris 1290-77

--- Sommaire ---

EDITORIAL : Le prolétariat et les sanctions p. 1

PROBLEMES ACTUELS (ALBERT MARTIN) : Le socialisme a-t-il vaincu en U.R.S.S. ? p. 4

COLSON : Le parti communiste et les élections sénatoriales p. 12

ROBERT BRIZON : La « chèvre et le chou », p. 14.

RIMBERT : La C.G.T. unique est faite et après? p. 17

TRIBUNE DE DISCUSSION : La lettre du camarade Valière p. 19.

La réponse de la rédaction p. 21.

DOCTRINE ET HISTOIRE (LENINE) : Le prolétariat et la petite bourgeoisie p. 25.

NOTES (A. G.) : Les trotskistes exclus de la S. F. I. O. p. 28.

A. M. : Le salaire réel des ouvriers soviétiques p. 30.

REVUE DE LA PRESSE : p. 32.

SUPPLEMENT (MARCEL BREVAL) : La lutte contre le fascisme et l'Internationale Communiste p. 34.

EDITORIAL

Le Prolétariat et les Sanctions

La guerre italo-éthiopienne bat son plein. Elle a déjà abouti, sous la pression de l'impérialisme anglais, aux premières sanctions appliquées par la S.D.N. contre l'Italie.

La bourgeoisie française est profondément divisée. Comme dans la question du pacte franco-soviétique, les partisans et les adversaires du système de la S.D.N. s'affrontent et se combattent. Si la gauche, avec de rares exceptions, soutient la collaboration avec l'impérialisme anglais et la politique de la S.D.N., la droite défend l'amitié avec l'Italie et combat violemment l'Angleterre. Les deux camps agissent, naturellement, au nom de la « paix » et de la « justice ».

Cette division, sous des formes différentes, se trouve dans le camp ouvrier. Les grandes organisations ouvrières se prononcent contre l'Italie, pour la S. D. N. « seule sauvegarde de la paix du monde » (communiqué du comité du rassemblement populaire du 19 septembre). A cette politique s'opposent des minorités aussi bien en Angleterre (Lansbury, Stafford Cripps) qu'en France (Doriot, « La Vérité », pacifistes intransigeants). Elles se prononcent contre la S. D. N., contre les sanctions militaires, contre l'impérialisme anglais, tout en condamnant l'impérialisme italien.

Si les dirigeants communistes et socialistes épousent sans réserve la cause de la S.D.N., font leur la politique de Herriot, réalisent ainsi le bloc avec la bourgeoisie de gauche, les adversaires des sanctions de la S. D. N., les partisans de la neutralité française dans la guerre actuelle, font objectivement -- quelles que soient leurs intentions subjectives -- le jeu de l'autre fraction de la bourgeoisie. La classe ouvrière ne peut simultanément appliquer les sanctions ouvrières -- empêcher le transport des armes à destination de l'Italie, entraver son commerce extérieur, etc. -- et s'opposer aux sanctions allant dans la même direction de la part de sa bourgeoisie et de la S. D. N. Ce serait une position absurde, car la lutte contre les sanctions bourgeoises entraverait l'action ouvrière en faveur de l'Ethiopie et favoriserait ainsi l'impérialisme italien.

Quand on repousse, comme Doriot, « toute mesure qui pourrait entraîner la France dans le conflit », quand on « est résolu

lument contre le système de sanctions militaires individuelles ou collectives » (l'« Emancipation » du 5 octobre), la conclusion logique est la neutralité, le désintéressement, ce qui signifie objectivement l'abandon de l'Ethiopie à Mussolini.

Le prolétariat ne peut-il faire autre chose que de choisir entre Baldwin et Mussolini, entre Herriot et Laval, entre la guerre sous la bannière de l'intelligence service ou celle du fascio ? Le même problème se pose, en réalité, pendant chaque crise grave de la société capitaliste, dans la mesure où la classe ouvrière est trop faible pour devenir le pivot de la situation.

Kérensky ou Kornilov, Bruening ou Hitler, Herriot ou Tardieu, la S.D.N. ou le Japon, voici quelques exemples où le prolétariat était placé dans des situations analogues. Et si les opportunistes prêchaient dans ces cas le soutien sans réserve de Kérensky contre Kornilov, de Herriot contre Tardieu, de la République de Weimar contre Hitler, en « oubliant » tout ce qui nous divise, il y avait d'autres gens qui se refusaient à tout choix, qui mettaient un signe d'égalité entre la démocratie bourgeoise et le fascisme, entre Herriot et Tardieu, entre les deux fractions de la bourgeoisie. La politique de la socialdémocratie et celle du parti communiste allemand en 1928-1933 fournissent l'exemple classique de ces deux politiques, toutes les deux également fausses et funestes transforment objectivement les ouvriers en appendices impuissants de la bourgeoisie de gauche ou de celle de droite.

La classe ouvrière ne doit déterminer sa politique qu'en fonction de ses intérêts de classe, des intérêts de la révolution socialiste internationale. Et si certaines fractions de la bourgeoisie agissent, pour d'autres causes, dans la même direction, ce n'est pas une raison pour aliéner notre indépendance, ni pour abandonner la politique conforme aux intérêts du prolétariat.

Dans cette guerre le gouvernement italien incarne l'impérialisme agresseur et exploiteur. L'accaparement de l'Ethiopie par l'Italie signifierait le renforcement de cet impérialisme et de la dictature mussolinienne. Par contre, la victoire de l'Ethiopie et la défaite de l'Italie sonnerait le glas de la dictature fasciste et mettrait en mouvement les peuples opprimés d'Afrique et d'Asie dont le soulèvement ébranlerait les assises mêmes de l'impérialisme mondial.

C'est pourquoi, le prolétariat mondial qui lutte contre l'impérialisme doit soutenir sans réserve l'Ethiopie et mettre tout en œuvre pour amener la défaite du gouvernement italien.

Faut-il donc soutenir la S.D.N., ce repaire des brigands impérialistes ? Ce serait manquer aux principes élémentaires de la lutte de classes.

En se plaçant sur le terrain de la S.D.N., en comptant sur les sanctions pour défendre l'Ethiopie, les dirigeants socialistes et communistes abandonnent le terrain de classe et de lutte

anti-impérialiste. Ils épousent la cause d'un impérialisme contre un autre impérialisme, en l'espèce de l'Angleterre contre l'Italie. Par là, non seulement ils ne luttent pas pour la défense de l'Ethiopie, mais ils la livrent aux impérialistes, car la lutte de la bourgeoisie anglaise contre l'Italie n'a pas d'autre but que d'empêcher un brigand rival de s'emparer à lui seul du gâteau qu'elle veut dévorer. De plus, ils préparent aussi l'union sacrée en Angleterre et en France en cas où le conflit se transformerait en guerre impérialiste.

Or, faut-il laisser faire l'Italie ? Non, il faut la combattre, en épaulant ainsi l'action de la S.D.N., mais il ne faut pas soutenir la S.D.N., il faut, **au contraire**, dévoiler ses faiblesses, ses hésitations inévitables, tout le caractère de son action. Pour les masses de travailleurs qui suivent la S.D.N. aujourd'hui, son action est dirigée contre les causes de la guerre, contre le fascisme italien, pour la défense de l'Ethiopie. Le but de notre **action indépendante et autonome** est d'entraîner ces masses **plus loin** dans la voie de la lutte non seulement contre l'impérialisme italien, mais contre l'impérialisme tout court, cause des guerres coloniales, contre leur impérialisme; de déclencher, à l'occasion des sanctions, la lutte contre les capitalistes qui s'enrichissent aussi bien pendant la paix que pendant la guerre; d'exiger un contrôle ouvrier sur l'application des sanctions, l'expérience du bassin de Briey en France nous montre ce que peuvent faire les « patriotes bourgeois » quand il s'agit de maintenir leurs bénéfices. Nous voulons soutenir l'Ethiopie et préparer la révolution et non pas tirer les marrons du feu pour l'impérialisme anglais. La voie qui y mène, c'est de continuer la lutte contre notre bourgeoisie et la S.D.N., tout en modifiant ses formes et tout en gardant notre indépendance complète.

Nous ne pouvons et ne devons pas faire une distinction de principe entre les sanctions économiques et financières et les sanctions militaires, comme le fait le camarade Walter Dauge (l'« Action Socialiste Révolutionnaire belge du 5 octobre; en dehors de ce point, sa position se rapproche de la nôtre). La guerre n'étant que la continuation de la politique dite de paix, tout dépend du **caractère** de la guerre. Dans la mesure où la guerre reste une guerre de libération nationale, les ouvriers doivent soutenir l'Ethiopie, même si elle reçoit l'aide militaire de certains impérialistes. Ce sont les intérêts de la révolution **seuls** qui doivent décider de notre attitude.

QUE FAIRE ?

Lecteurs au numéro, abonnez-vous à « Que Faire ? », vous nous rendrez un service, la vente au numéro étant fortement onéreuse pour chaque publication. Abonnement annuel : 10 francs.

PROBLEMES ACTUELS

Le Socialisme a-t-il vaincu en U.R.S.S.?

Le socialisme a vaincu **définitivement et sans retour** dans l'Union Soviétique — voici la constatation faite par le VII^e Congrès de l'I.C., après le rapport de Manouïlski. Cette constatation a paru tellement évidente et incontestable aux délégués du Congrès que, sur la proposition de Marty, le Congrès a décidé de renoncer à la discussion du rapport de Manouïlski et a adopté à l'unanimité la résolution constatant l'établissement de la société socialiste en U.R.S.S.

Contrairement à Marty et aux fonctionnaires communistes désignés par les Comités Centraux pour assister au VII^e Congrès mondial, nous croyons que cette appréciation mérite un examen sérieux et approfondi. Nous sommes certains d'être ainsi des interprètes de la majorité des militants ouvriers et communistes qui, tout en admirant les succès économiques de l'U.R.S.S., ne sont pas convaincus ni par le discours de Manouïlski contenant très peu d'arguments, ni par l'enthousiasme des délégués au Congrès.

Il faut commencer par l'analyse scientifique de la notion de société socialiste. Tant d'abus ont été commis au nom du socialisme, on emploie tellement à tort et à travers le mot socialisme que sans ce travail préalable il est impossible d'aborder l'examen de l'économie soviétique actuelle.

Ni Marx ni Engels, contrairement aux socialistes utopistes, n'ont élaboré de plans détaillés de la société socialiste en considérant, à juste raison, que des plans pareils ne peuvent avoir aucune valeur scientifique, que le rôle des socialistes est d'indiquer la tendance générale du développement laissant à ceux, qui auront à construire pratiquement la société socialiste, de résoudre les problèmes qui vont se poser. Pourtant, ils ont indiqué certains traits généraux de la société socialiste, traits qui se dégagent de l'analyse de la société capitaliste. Lénine, en suivant les traces de Marx et d'Engels, expose comme suit, à la veille de la révolution d'octobre, leur conception de la société socialiste, première phase de la société communiste :

« Les moyens de production ont cessé d'être la propriété privée d'individus pour appartenir à la société tout entière. Chaque membre de la société, exécutant une certaine part du travail socialement nécessaire, reçoit un certificat constatant qu'il a effectué telle quantité de travail. Avec ce certificat, il reçoit dans les magasins publics, une quantité correspondante de produits. Défalcation faite de la quantité de travail versée au fonds social, chaque ouvrier reçoit de la société autant qu'il lui a donné... Ce qui ne saurait subsister, c'est l'exploitation de l'homme par l'homme... « Qui ne travaille pas ne mange pas », ce principe socialiste est déjà réalisé ; « somme égale de travail somme égale de produits », cet autre principe socialiste est également réalisé... Toute la société ne sera plus qu'un grand bureau et une grande fabrique avec égalité de travail et égalité de salaire. » (1)

(1) Lénine : « l'Etat et la Révolution ».

Au printemps 1918, après les premières expériences de la révolution d'octobre, Lénine développe les mêmes idées.

« La force organisatrice décisive de la société capitaliste, construite d'une façon anarchique, est le marché se développant d'une façon spontanée en largeur et en profondeur, nationalement et internationalement... Le socialisme comprend le réseau de nouveaux rapports d'organisation englobant la production et la répartition d'après le plan des produits indispensables pour la vie des dizaines de millions d'hommes... » (De la brochure : « Les tâches actuelles du pouvoir soviétique ».)

La société socialiste règle d'une façon consciente la production et la répartition des produits, son moteur est donc opposé à celui de toutes les sociétés où le marché est le régulateur de la production et de la répartition. C'est dans ce sens que Engels écrit, dans son Anti-Dühring, que « par la prise de possession sociale des moyens de production, la production marchande cesse » (2).

Il n'y avait pas jusqu'en 1931-32 de désaccord entre les marxistes sur cette conception du socialisme, quelles que soient leurs divergences sur les voies vers la société socialiste. On était d'accord pour considérer que le triomphe du socialisme dans le domaine économique, cela signifie, à côté de la propriété sociale des moyens de production, la suppression du marché et des formes d'activité économique qui s'y rattachent (achat et vente, l'argent, la vente de la force de travail, etc.) ainsi que la réalisation de l'égalité des salaires pour tous les travailleurs.

Ainsi dans le programme actuel du parti communiste russe, programme adopté en mars 1919, on précise que « la tâche du pouvoir soviétique, dans le domaine de la répartition, consiste en la substitution systématique, dans tout l'Etat, du commerce par la répartition planifiée et organisée des produits ». Plus loin, on indique que le parti communiste, en s'appuyant sur la nationalisation des banques, doit tendre à la réalisation d'une série de mesures préparant la disparition de l'argent.

Dans le programme actuel de l'Internationale communiste adopté en 1928, on indique également que dans l'Etat prolétarien :

« Les rapports économiques du marché portent — la dictature du prolétariat et une politique juste de l'Etat soviétique étant données — dans leur développement les germes de leur propre destruction... Ils facilitent l'élimination des rapports économiques du marché. » (3).

La voie vers le socialisme passe par l'élimination du marché.

LA PERIODE DE LA NEP

Les divergences qui existaient sur la voie vers le socialisme concernaient les méthodes et les formes du passage de la société soviétique vers la société socialiste. En 1919-21, le pouvoir soviétique essayait de réaliser ce passage directement, en supprimant le marché, en abolissant en fait l'argent, en essayant de subordonner les économies paysannes à l'économie étatique, sans intermédiaire du marché. Cette tentative, justifiée par les nécessités de la défense contre les ennemis extérieurs et intérieurs, a abouti à la baisse des forces productives du pays et a dû être abandonnée en 1921, lors du passage à la Nep. En se basant sur cette expérience, le programme de l'I.C. écrit justement que « cette politique ne peut être considérée comme un système « normal » de politique économique de la dictature du prolétariat ».

La société soviétique, dans la période de la Nep « Nouvelle Politique écono-

(2) Engels « Monsieur Dühring bouleverse la science », tome III, p. 51.

(3) Programme de l'I. C., Paris, Bureau d'Edit., p. 42-43.

mique » (1921-1929) est caractérisée par la co-existence de diverses formes économiques dont la liaison est assurée par le marché. A côté du secteur étatique englobant la grande industrie, les transports, les banques, le commerce extérieur, la production des produits agricoles est assurée par 22 millions de petites économies paysannes ; le commerce de détail et une partie du commerce moyen et du commerce de gros se trouvent dans les mains de la nouvelle bourgeoisie, les nepmans. C'est le marché qui assure la liaison entre ces diverses formes économiques.

L'Etat soviétique, qui possède tous les leviers de commande d'économie, qui représente une puissance économique de premier ordre, utilise les rapports du marché pour renforcer le secteur étatique, pour éliminer les éléments capitalistes, pour incorporer systématiquement, par la coopération et l'extension des formes collectives de l'agriculture, les économies paysannes individuelles à l'économie socialisée. Mais d'autre part :

« De nouveaux éléments capitalistes... naissent, dans les villes comme dans les campagnes (paysans riches, koulaks) du développement de la simple production marchande dans les conditions créées par une liberté de commerce plus ou moins grande et par le marché. » (4).

Ainsi, d'un côté, le développement du socialisme, de l'autre, le développement du capitalisme. Et c'est dans ce sens que l'économie de la Nep est une économie de transition : elle contient des éléments du capitalisme et des éléments du socialisme. Ces éléments sont en lutte, et le résultat de cette lutte doit décider du caractère de l'économie qui viendra à la place de l'économie de transition. Lénine a formulé ce problème d'une façon lapidaire : « qui l'emportera ? ». Les éléments spontanés du marché qui donnent naissance chaque jour au capitalisme où les éléments conscients de l'économie étatique — la dictature du prolétariat et une politique juste de l'Etat soviétique étant données — qui élargissent continuellement les éléments du socialisme ?

Le VII^e Congrès de l'I.C. répond que ce problème est déjà résolu en U.R.S.S. définitivement et sans retour. Les germes du capitalisme sont définitivement détruits, toute l'économie nationale est une économie socialiste.

L'INDUSTRIALISATION ET LA COLLECTIVISATION

Comment donc, selon le VII^e Congrès de l'I.C., s'exprime la victoire du socialisme en U.R.S.S. ? On invoque deux ordres de faits : 1) les succès de l'industrialisation ; 2) la collectivisation de l'économie agricole.

Il est incontestable que le socialisme est impossible sans la grande industrie, il est inconcevable sans la technique moderne qui est l'œuvre de la grande industrie capitaliste. On ne peut passer vers « le recensement » et le contrôle populaire sur la production et la répartition, condition nécessaire au fonctionnement de la société socialiste, sans le développement de la grande industrie. Mais il est faux d'identifier l'industrialisation avec le socialisme, même au point de vue purement économique.

Pendant toute la période de la Nep, l'industrie soviétique se développe, d'année en année, les forces productives du pays augmentent, et pourtant cela ne suffisait pas pour proclamer la fin de la période de transition et la victoire définitive du socialisme. Le fait qu'aujourd'hui l'U.R.S.S. produit des avions, des automobiles, des tracteurs, qu'elle est en mesure de fabriquer dans ses usines n'importe quelle machine, n'importe quel instrument de production, tout cela signifie qu'elle est en train d'atteindre le niveau des pays capitalistes avancés, mais cela ne signifie pas que les éléments du capitalisme aient disparu de la vie

(4) Programme de l'I. C., p. 42.

économique, ni même de l'intérieur du secteur étatique (nous en parlons plus bas). Le secteur étatique continue à agir dans les conditions du marché, comme dans la période de la Nep, et dans ce sens il n'y a pas de différence de principe entre la période de 1928 et la période actuelle. L'industrialisation n'est que la prémice du socialisme ; dans les pays capitalistes avancés, c'est la bourgeoisie qui a créé et développé cette prémice en dépassant le niveau atteint aujourd'hui par l'U.R.S.S. La Turquie bourgeoise poursuit l'œuvre de l'industrialisation, avec l'aide de l'U.R.S.S. D'ailleurs, dans ce sens déjà dans la société capitaliste une contradiction existe entre le caractère social de la production, entre le caractère organisé de la production à l'intérieur de chaque usine, de chaque trust, des branches entières de production contrôlées par les syndicats capitalistes ou par l'Etat, et l'anarchie de la production dans l'ensemble de la société où le marché est le régulateur suprême.

La collectivisation de l'économie agricole a fait passer, selon le VII^e Congrès, « l'énorme majorité de la paysannerie dans la voie du développement socialiste ». Dans cette définition on omet complètement le caractère contradictoire des entreprises kolkhoziennes, et, par conséquent, le caractère contradictoire de la collectivisation agricole. C'est Staline lui-même, qui, dans son discours de décembre 1929, pose les bases de la théorie sur le caractère socialiste des kolkhoz. Voici comment il démontre cette thèse :

« Comment détermine-t-on le type de l'économie ? Naturellement, par les rapports des hommes dans le processus de la production... Or, y a-t-il dans les kolkhoz la classe de gens propriétaires des moyens de production, et une classe de gens privés de moyens de production ? Y a-t-il dans les kolkhoz une classe d'exploiteurs et une classe d'exploités ? Les kolkhoz ne représentent-ils la socialisation des moyens principaux de production sur la terre qui appartient, en surplus, à l'Etat ? Comment peut-on donc affirmer que les kolkhoz, en tant que type de l'économie, ne représentent pas une des formes de l'économie socialiste ? »

Avec le même droit on pourrait considérer l'économie paysanne individuelle ou une entreprise artisanale, qui n'emploie pas de main-d'œuvre salariée, comme des types socialistes de l'économie ; dans ces entreprises il n'existe pas non plus d'exploitation et de contradiction de classe, elles sont basées, comme les kolkhoz, sur l'association du producteur et des moyens de production. Dans ce sens, les paysans individuels et les artisans n'ont pas d'intérêts opposés à ceux des ouvriers représentant le principe socialiste de la production. Mais en même temps, le petit paysan et l'artisan sont des producteurs de marchandises, ils travaillent pour le marché, ils ont la possibilité, dans des circonstances favorables, de s'enrichir, de devenir de petits patrons, de vivre sans travailler. Dans ce sens leurs intérêts les poussent vers la bourgeoisie, vers le capitalisme.

Dans les conditions du marché, le caractère contradictoire de l'économie marchande simple s'exprime aussi bien chez les petits producteurs individuels que chez les petits producteurs réunis en kolkhoz. La différence entre le paysan individuel et le paysan, membre d'une entreprise coopérative de production, n'est pas plus grande que celle entre un capitaliste individuel et le capitaliste collectif (société anonyme, trust). Dans le premier cas l'entreprise reste petite-bourgeoise, dans le second, capitaliste, malgré les modifications de forme survenues.

En 1933, Staline est obligé de reconnaître que, dans certaines conditions, les kolkhoz « offrent certaines commodités de nature à permettre temporairement leur utilisation facile pour les contre-révolutionnaires. » (5) Il ne parle pas des bases économiques de ce phénomène, mais il est clair qu'il s'agit ici

du caractère contradictoire du kolkhoz, où les éléments du socialisme coexistent avec les germes du capitalisme.

Il est incontestable que la substitution de 25 millions d'économies paysannes individuelles par 250.000 économies collectives constitue un progrès économique immense, que cette transformation ouvre d'énormes possibilités pour l'essor de la grande agriculture socialiste. Mais cela ne change pas le fait que, dans les conditions du marché, les kolkhoz qui vendent leur production au prix du marché, engendrent des éléments du capitalisme, comme c'était le cas avec les économies paysannes individuelles dans la période de la Nep. Les mêmes lois continuent à dominer ce processus, ainsi la lutte entre les deux tendances doit inévitablement se reproduire dans de nouvelles conditions.

LA NOUVELLE NEP

Cette vérité a été comprise ou plutôt ressentie au début de la collectivisation. A ce moment, parallèlement à la collectivisation, le commerce libre est presque complètement aboli, le marché est abrogé, les paysans sont obligés de fournir toute leur production à l'Etat; le rôle de l'argent diminue considérablement, on tend à substituer au marché la répartition organisée de produits pour toute la population. La période 1929-1932 rappelle à maints égards la période du **communisme de guerre** quand l'Etat soviétique tentait également de réaliser les rapports socialistes de production et de répartition, sans intermédiaire du marché. Ce n'est pas la place ici de discuter dans quelle mesure cette seconde édition du **communisme de guerre** était justifiée, ni quelles étaient ses causes historiques. Le fait est que cette tentative a abouti à une baisse énorme des forces productives dans l'agriculture et elle a dû être abrogée en 1931-32. La réintroduction du commerce kolkhozien, c'est-à-dire le droit donné aux kolkhoziens de vendre leurs productions sur le marché libre, réforme effectuée en 1932, peut être considérée comme le début de la nouvelle étape, comme le retour vers la Nep.

Seulement si en 1921 Lénine a ouvertement reconnu l'échec de la politique économique poursuivie pendant la guerre civile et la nécessité du recul devant les forces du marché, en 1931-32 Staline continue à parler de l'offensive permanente et baptise socialisme le rétablissement du marché avec toutes ses conséquences. La presse communiste officielle glorifie actuellement la suppression des cartes sur les produits d'alimentation et le développement du commerce libre comme autant de victoires du socialisme. Le rationnement de presque tous les produits dans la période précédente était le résultat de la disette de marchandises et non de leur abondance, c'est un fait; la suppression du rationnement exprime le progrès économique. Mais cela ne peut changer ce fait élémentaire pour chaque marxiste que le recensement et le contrôle en vue de la répartition organisée des produits est une condition principale du fonctionnement de la société socialiste. De même, quand on présente le raffermissement du rouble soviétique, le rôle accru que l'argent joue dans l'économie du pays, depuis la suppression des cartes sur les denrées agricoles, comme une victoire du socialisme, c'est de nouveau une déformation de la réalité, l'escamotage du recul devant les forces du marché.

Dans l'Anti-Dühring, Engels montre à quoi doit aboutir le maintien de l'argent à l'intérieur des communes économiques disposant de leurs instruments de travail en vue de la production.

« M. Dühring... est fier que, dans le monde qu'il crée, chacun puisse faire de son argent ce qu'il veut. Il ne saurait donc empêcher que les uns mettent

en réserve un petit trésor de monnaie, tandis que les autres ne se tirent pas d'affaires avec le salaire qui leur est payé. D'autre part, la commune en acceptant en paiement de la monnaie, sans autre considération, laisse ouverte la possibilité que cette monnaie ait été gagnée autrement que par le travail propre du payeur. Non olet, « l'argent n'a pas d'odeur ». Elle ne sait pas d'où il vient. Dès lors, toutes les conditions sont données pour que la monnaie métallique... assure une véritable fonction monétaire. L'occasion et les motifs sont là, d'une part pour la thésaurisation, d'autre part pour l'endettement. Le besogneux emprunte au thésaurisateur... Et comme le thésaurisateur est en état de contraindre le besogneux à lui payer des intérêts, voilà rétabli... l'intérêt et l'usure. Ici, c'est la nature immanente de la monnaie, nature indépendante de la volonté qui se réalise, c'est la monnaie qui réalise son usage propre et véritable. » (6).

Nous nous excusons pour cette longue citation, mais elle rend parfaitement compte des processus qui s'effectuent et doivent obligatoirement s'effectuer en U.R.S.S. Remarquons que dans ce passage Engels n'a en vue que les rapports à l'intérieur de « la commune économique » basée sur la propriété collective des moyens de production. Or, dans ce cas le maintien de la monnaie doit aboutir inévitablement à la différenciation sociale, au développement de l'usure -- forme élémentaire de l'exploitation capitaliste -- et à la violation du principe essentiel de la société socialiste : « qui ne travaille pas, ne mange pas ». L'exploitation de l'homme par l'homme renaît. Dans la mesure où la monnaie est maintenue, où des ouvriers vendent à l'Etat leur force de travail et doivent acheter leurs moyens de subsistance, on peut accumuler l'argent et ainsi exploiter, en le prêtant aux besogneux, les autres membres de la communauté.

Ces lois s'appliquent avec une force accrue aux relations entre le secteur étatique et les économies agricoles collectives qui sont propriétaires de leur production. Des kolkhoz peuvent, en améliorant leurs moyens de production et de vente, en réduisant leur prix de revient, réaliser des bénéfices commerciaux assez considérables (7). Pendant ce temps, d'autres kolkhoz, par leur faute, ou vu des conditions défavorables, peuvent au contraire, être obligés de recourir à l'aide de l'extérieur. Voici une base pour la différence entre les kolkhoz, pour l'accumulation de l'argent, d'un côté, pour l'endettement, avec toutes ses conséquences, de l'autre. Toutes les lois contre l'usure, contre la spéculation seront aussi impuissantes pour arrêter ce processus « que contre la table de multiplication ou contre la composition chimique de l'air » pour employer la comparaison d'Engels.

Aujourd'hui les dirigeants soviétiques reconnaissent que, malgré les règlements draconiens, le système de cartes sur les denrées alimentaires a amené la spéculation, car à ce moment deux prix étaient en présence : le prix du marché supérieur à celui de denrées réparties entre les ouvriers. Les gens qui recevaient du pain ou de la viande pour un prix revendaient leur ration au prix du marché, s'ils avaient un besoin urgent et pressant d'argent.

Ainsi, l'existence de deux prix sur la même marchandise engendre inévitablement la spéculation. La suppression du rationnement et l'élargissement des rapports du marché, loin de supprimer la spéculation, ne peut que la favoriser -- sous une autre forme -- en la rendant permanente, comme c'est

(6) Engels, Anti-Düring, tome III p. 86-89.

(7) « Les kolkhoz millionnaires, dont le revenu brut comprend des millions de roubles, ne constituent plus une exception », note « La Pravda » du 30 septembre.

(8) Du premier au deuxième Plan Quinquennal, Paris 1933, p. 208.

le cas dans toutes les sociétés marchandes. Aujourd'hui, Staline proclame que le « commerce soviétique est un commerce sans des capitalistes, petits ou grands, et sans des spéculateurs, petits ou grands ». Le fait même que le commerce est libre, que les gens peuvent venir au marché avec leur argent pour y acquérir des marchandises, suffit pour donner naissance au bénéfice de spéculation. Quand le paysan kolkhozien peut du jour au lendemain faire baisser ses prix de 30 à 35 0/0, comme l'indique la presse soviétique, cela signifie qu'il encaisse des bénéfices commerciaux considérables. Dans la mesure où l'Etat conserve les leviers de commande de l'économie et joue un rôle croissant dans le commerce de détail, il utilise les rapports du marché pour renforcer ses positions. Le développement des rapports du marché est contradictoire, il renforce en même temps le secteur étatique de l'économie et donne naissance aux éléments du capitalisme. Comme dans la période de 1921-29, le développement du marché amène la lutte entre les éléments du socialisme et les éléments du capitalisme. La société transitoire continue en U.R.S.S., sur la base de l'industrialisation et de la collectivisation. Les éléments du capitalisme, ce ne sont pas les vestiges du passé, c'est un danger actuel, les germes du capitalisme étant produits continuellement par les rapports économiques du marché.

C'est sous cet angle qu'il faut apprécier le fait de l'évincement des éléments capitalistes et de la liquidation des koulaks en tant que classe. Cet évincement ne suffit pas pour que le socialisme soit une réalité. En 1918, Lénine soulignait que, pour réaliser le socialisme, « il s'agit de créer des conditions dans lesquelles la bourgeoisie ne pourrait ni exister, ni surgir de nouveau ». Comme nous venons de le montrer, dans la société soviétique actuelle, les rapports économiques engendrent inévitablement les éléments du capitalisme. Il importe peu, si ces nouveaux éléments revêtiront la même forme, que dans les périodes précédentes. L'essentiel est que le pouvoir soviétique, après avoir liquidé tous les éléments de la bourgeoisie, a été obligé par la réintroduction du marché, de rouvrir les canaux par lesquels le capitalisme s'infiltrait dans la vie économique.

L'INEGALITE DES SALAIRES

Manouïlski invoque comme la manifestation de la victoire définitive du socialisme en U.R.S.S. le changement radical dans la situation matérielle des ouvriers. « Notre pays, proclame-t-il, ne connaît pas de chômage et ne le connaîtra jamais ». Cette affirmation n'est appuyée par aucune preuve. Il est vrai que depuis cinq ans il n'y a plus de chômage en U.R.S.S., mais avant 1929 le chômage a sévi dans l'Union Soviétique en atteignant des proportions considérables. Où est donc la garantie que le chômage ne reviendra plus ? Le fait que les lois du marché jouent un rôle grandissant en U.R.S.S., qu'ainsi l'anarchie du marché influence le développement de l'économie nationale, doit plutôt inciter aux conclusions différentes.

Manouïlski rappelle, par son rapport, l'exemple de Hoover qui prétendait il y a quelques ans encore, que les Etats-Unis sont un pays de « prospérité éternelle ». La réalité a brisé cette conception. Le devoir des dirigeants communistes est de ne pas se laisser entraîner par la situation actuelle, d'analyser exactement les causes et le caractère des forces qui déterminent la vie économique pour ne pas se trouver dans la situation de Hoover.

Il y a dix ans, Staline, dans son rapport au XIV^e Congrès du P.C.R., a montré que l'économie soviétique est encore plus sujette aux crises que l'économie capitaliste.

« Tout relâchement sérieux dans le commerce, tout mécompte sérieux dans notre économie, ne finit pas par une crise partielle quelconque, mais atteint

toute notre économie. Chaque crise, quelle soit commerciale, financière ou industrielle, peut se transformer chez nous en une crise de toute l'économie. C'est pourquoi, dans notre construction, nous devons faire preuve d'une prudence et d'une perspicacité particulière. » (8).

Le type de l'économie soviétique actuelle étant le même qu'en 1925, il n'y a aucune base pour considérer que l'URSS est garantie de nouvelles crises avec toutes les conséquences que cela entraîne, en premier lieu, le chômage.

La résolution du VII^e Congrès mondial parle de l'amélioration radicale de la situation matérielle des travailleurs. La note sur les salaires réels en URSS qu'on trouvera plus loin, montre, sur la base des chiffres officiels, que le salaire réel des ouvriers soviétiques est de beaucoup au-dessous du niveau de 1928 l'augmentation du salaire nominal, exprimé en roubles, étant compensée et dépassée par la hausse de prix, conséquence de la dépréciation du rouble.

Au point de vue du développement vers le socialisme, ce qui compte en premier lieu, ce n'est pas tant le montant absolu du salaire que la suppression des inégalités dans la rétribution du travail pour arriver à la réalisation du principe : « à somme égale de travail, somme égale de produits ».

Staline essaie, depuis 1931, depuis son discours sur les « six conditions », de représenter la revendication sur l'égalité des salaires comme une revendication petite-bourgeoise, antimarxiste, il y oppose la nécessité de différencier les salaires à l'extrême, afin d'en faire le stimulant principal pour augmenter la productivité de travail. A l'heure actuelle, la différenciation des salaires est très poussée en URSS. A côté des manœuvres gagnant 100 roubles par mois, certains ouvriers qualifiés gagnent plus de 100 roubles par jour. (Le journal « Za Industrializatsiou » du 27 septembre cite un conducteur de tracteur gagnant systématiquement 90-105 roubles par jour). Des ingénieurs et des contre-maîtres atteignent des montants plus élevés encore.

Nous ne discuterons pas ici dans quelle mesure cette politique de salaires correspond aux nécessités actuelles de l'économie soviétique, aux nécessités de l'augmentation de la productivité du travail. Nous voulons seulement souligner que cette politique de salaires constitue un recul devant les éléments capitalistes. (Le programme actuel du Parti communiste de l'URSS indique, sans équivoque, que le pouvoir soviétique tend vers l'égalité de la rétribution pour chaque travail, mais qu'il ne peut réaliser immédiatement cette égalité, au moment où les premiers pas seulement sont effectués sur la voie du capitalisme au communisme. C'est pourquoi on admet « temporairement une rétribution supérieure des spécialistes et le système de primes pour le travail le mieux exécuté et surtout pour le travail d'organisation »).

Au printemps 1918, Lénine en justifiant les traitements plus élevés accordés aux spécialistes bourgeois, reconnaît que

« Cette mesure n'est pas seulement un arrêt — dans un domaine déterminé et dans une certaine mesure — de l'offensive contre le capital (car le capital, ce n'est pas une somme d'argent, mais un rapport social déterminé), mais un pas en arrière de notre pouvoir socialiste soviétique qui dès le début proclama et réalisa la politique de l'abaissement des traitements élevés jusqu'au niveau du salaire de l'ouvrier moyen. »

Aujourd'hui on appelle la situation, quand le salaire d'un ingénieur ou d'un ouvrier qualifié peut être plus de 30 fois supérieur à celui d'un manœuvre, « politique socialiste des salaires ». Non, cette politique n'est pas une politique socialiste. La voie de la société soviétique transitoire vers le socialisme passe non pas par la différenciation des salaires, mais au contraire, conformément à

(8) I. Staline. Les Questions du Léninisme. Paris, 1926, p. 333.

l'expérience de la Commune de Paris et des premières années du pouvoir soviétique, passe par l'égalisation des salaires assurant à chaque travailleur la possibilité en travaillant de satisfaire tous ses besoins.

Nous arrivons ainsi à la conclusion, que la société soviétique actuelle n'est pas une société socialiste, mais une société transitoire entre le capitalisme et le socialisme.

Mais pour apprécier justement les perspectives du développement de l'URSS et la politique actuelle du pouvoir soviétique, il ne suffit pas d'analyser les rapports économiques. « Le socialisme, c'est l'électrification plus le pouvoir soviétique » — on répète souvent cette phrase de Lénine en URSS. Le pouvoir soviétique signifie ici non pas seulement une certaine structure des organes administratifs, mais toute la structure de la vie politique et sociale, un type déterminé de l'Etat, l'Etat-Commune. Les progrès de l'industrialisation et de l'électrification ne peuvent pas aboutir au socialisme quand l'Etat soviétique évolue dans une direction opposée, vers une forme de l'Etat bonapartiste. (Voir l'article de Spectator dans le n° 7 de « Que Faire ? »)

En baptisant la société soviétique actuelle « société socialiste », Staline, loin de favoriser la transformation de la Russie de la Nep en Russie socialiste, empêche cette transformation. Il tend vers la consolidation et la conservation de la forme transitoire actuelle. Cette politique ne correspond pas aux intérêts de la classe ouvrière, qui se confondent avec ceux du socialisme.

Nous reviendrons sur ce sujet dans un prochain article.

A. MARTIN.

Le Parti Communiste et les Elections Sénatoriales

Par elles-mêmes, les élections sénatoriales n'ont pas une grande valeur. Par leurs caractéristiques, elles permettent le trépatouillage le plus éhonté, les marchandages divers et toutes sortes de corruptions, comme l'a montré une fois de plus le scrutin de la Seine.

Aujourd'hui, ces élections ont présenté un intérêt spécial du fait de l'attitude prise par le parti communiste.

Dans la Seine — comme ailleurs — le parti communiste, sous l'impulsion de ses dirigeants, ne se considère plus que comme **une aile du front populaire**, et c'est en tant qu'élément de ce dernier qu'il s'est présenté aux élections. C'est en son nom et programme qu'il a brigué les suffrages. Les thèses de ses congrès ses solutions semblent à ses dirigeants anachroniques et incapable de résoudre les problèmes actuels; pour tout dire : dangereusement révolutionnaires en un moment où il est nécessaire de lutter pour « la réalisation de l'unité de la nation » (P. Vaillant-Couturier, « Huma, du 11-10-35 »).

Dans le mépris des capacités révolutionnaires du prolétariat, les dirigeants du parti estiment que, face au fascisme, le mot d'ordre de dictature du prolétariat est « prématuré », trop dangereux et que la lutte ne se déroule actuellement qu'entre le fascisme et la « démocratie bourgeoise ».

L'arène principale de la démocratie bourgeoise est le Parlement. C'est pourquoi le parti radical est le parti électoraliste par excellence, parti atteint du plus profond crétinisme parlementaire. Le passage du parti communiste sur la même position que le parti radical (défense de la démocratie bourgeoise contre toute dictature) oblige nos dirigeants à devenir eux aussi étroitement électoralistes. Le Parlement est devenu, à leur yeux, le suprême rempart de la liberté où l'on y doit battre le fascisme.

De là découle la tactique des dirigeants du parti aux élections sénatoriales : constitution au premier tour d'une liste unique du Front populaire.

Cette tactique constitue la révision de la tactique traditionnelle du socialisme révolutionnaire français, que la S.F.I.O. a maintenu, malgré sa transformation réformiste : l'obligation de présenter partout les candidats propres du parti au premier tour. Les élections sénatoriales, c'est une campagne politique que le parti prolétarien doit, en premier lieu, utiliser pour propager son programme, ses solutions.

Quant à la question du second tour les guesdistes rejettent d'une façon catégorique toute considération de loyauté, tout engagement vis-à-vis des partis bourgeois. Au second congrès socialiste à Chalon-sur-Saône, en 1905, Jules Guesde précise que

« Le Parti n'a pas d'engagements à prendre vis-à-vis d'aucune des fractions de la bourgeoisie... On ne peut parler ni de devoir républicain ni de discipline républicaine ; et pas plus qu'il n'y a de discipline entre Russes et Japonais, il n'y a de discipline entre bourgeois et prolétaires. »

Cette tactique n'exclut pas des accords avec des partis de gauche pour battre la réaction, mais elle exige que le prolétariat garde son indépendance complète. Guesde continue :

« C'est uniquement par suite de l'intérêt prolétarien que les fédérations ne toléreront aucune diminution des trop rares libertés politiques dont jouissent les travailleurs, et seront toujours avec ceux qui se trouvent les garantir le mieux. »

La tactique électorale du parti est la conséquence de sa politique du moment où l'on renonce au programme communiste, aux solutions prolétariennes, où le but du parti est d'amener un gouvernement des gauches au pouvoir et battre Laval, la présentation de la liste communiste au premier tour devient inutile.

Or la tactique adoptée s'est avérée fautive et inefficace même au point de vue des résultats immédiats. On a fait des concessions graves pour battre Laval et Laval passe, pendant que deux communistes sur trois ne sont pas élus. La liste unique de confusion ne permet même pas de se rendre compte, dans quelle mesure les électeurs radicaux, socialistes, pupistes, néos, républicains-socialistes auraient soutenu la lutte contre Laval. Si Doriot s'est démasqué comme agent de Laval, le parti communiste ne peut même pas tirer avantage devant les masses, des défaillances de ses alliés.

Nous n'excluons pas en principe un accord pour le partage des sièges dans les élections au second degré, par exemple, lors d'un scrutin à majorité relative, naturellement à condition d'éviter toute confusion de programme et de tactique. Or ce n'est pas le cas pour les élections sénatoriales.

En présentant au premier tour une liste communiste qui aurait ramassé 350 voix, on aurait pu empêcher l'élection de Laval avec le système électoral en présence, (aucune tactique ne pouvait contrecarrer l'action de corruption de Laval), mais on aurait de meilleures chances pour faire passer des élus communistes aux tours suivants, à moins que les radicaux ne passent un accord ouvert avec la liste Laval, ce qui aurait été plus utile pour l'éducation des masses dans l'esprit révolutionnaire, que l'entrée de Marcel Cachin premier communiste au Sénat dans le rôle d'appendice de la bourgeoisie de gauche.

L'« Ordre » d'Emile Buré, tout en regrettant la victoire du front populaire dans la Seine constate non sans justesse que « plus d'un camarade communiste se sera demandé si cette journée d'élections, sous la bannière du front commun, n'aura pas été pour son parti une journée de dupes ».

COLSON

La chèvre et le chou

« Il appartient aux fonctionnaires libéraux et nullement à la social-démocratie d'aider le gouvernement bourgeois à se tirer des difficultés actuelles en maintenant le régime capitaliste, c'est-à-dire en perpétuant la misère des masses. » (Lénine, 1916.)

Quelle doit être la conception d'un programme communiste qui sans comprendre le renversement **immédiat** du régime et l'expropriation de la bourgeoisie vise à obtenir des réformes importantes dans l'intérêt du prolétariat. Dans une situation analogue à celle de nos jours, en 1921, le troisième congrès de l'Internationale Communiste (tenu avec la participation de Lénine) a défini quelques principes auxquels il est instructif de se référer.

Tout en tenant compte de ce que de larges masses « ne se plaçaient pas encore sur le terrain de la dictature du prolétariat », le congrès (thèse sur la tactique 85) déclarait :

« Les partis communistes doivent émettre des revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et urgente pour la classe ouvrière. Ils doivent défendre ces revendications dans la lutte des masses, sans s'inquiéter de savoir si elles sont compatibles ou non avec le maintien du régime capitaliste. »

Et plus loin les thèses préconisent :

« Un système de revendications qui dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent les étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne. »

De tout temps d'ailleurs, les marxistes révolutionnaires flagellaient les opportunistes social-démocrates et les opportunistes qui se souciaient fort de rendre leurs programmes de revendications « acceptables » pour la bourgeoisie, s'efforçaient de « s'adapter » à ses intérêts, alors que le seul moyen d'arracher des concessions consiste à préparer les forces révolutionnaires des masses.

La ligne directrice du « programme financier » du parti « pour faire payer les riches » ressemble étonnamment à celle des « adaptations » réformistes. Les préoccupations qu'il affiche, c'est le redressement du budget, le sauvetage du franc, la défense économique. Dans une longue série d'articles parus dans « l'Humanité » au mois d'août et de septembre, Jacques Duclos a dépensé le meilleur de ses efforts polémiques contre le « Journal des Débats », la « Journée Industrielle » et autres journaux pour leur démontrer que le programme ne menaçait nullement les forces vives du capital financier, ne mettait pas en péril son salut. Avec une lourde insistance, il tirait une sorte de fierté de ce qu'un de ses contradicteurs patronaux reconnaissait comme « concevable » l'exécution du premier stade du projet.

« La chèvre et le chou », voilà le titre exact du projet qui présente des revendications ouvrières tout en ménageant les intérêts de la bourgeoisie, en prenant soin de redresser le budget bourgeois et de sauver le franc.

A une époque où les gouvernements successifs frappent les revenus de modestes fonctionnaires de réductions allant de 10 à 40 p. 100, le parti communiste, lui, établit des taux de prélèvement sur la fortune où un mil-

lionnaire n'aura à « sacrifier » que 3 p. 100, un capitaliste possédant deux millions sera à peine écorné de 5 p. 100, etc., etc.

A une période où les Doumergue, les Laval, les Germain-Martin aggravent le caractère de classe de la fiscalité écrasante, le **parti révolutionnaire** présente un programme où l'on ne trouve pas un mot contre les impôts indirects, pour la réduction ou suppression des dépenses de guerre, de police, etc.

« La social-démocratie ne peut en aucun cas et sous aucun prétexte approuver les impôts indirects. » (Lénine 1916.)

Les auteurs du programme ont l'audace de parler d'une « réforme démocratique de la fiscalité ». Est-ce par ce qu'ils augmentent de 6 à 10 milliards l'impôt sur le revenu ? Dans leur volonté de ne pas se heurter à la bourgeoisie, les dirigeants du parti ont accouché d'un projet qui ne résout même pas le problème auquel ils veulent donner une solution : équilibrer le budget.

Selon les calculs de Bayet dans « La Lumière », du 7 septembre, on se trouverait à ce moment devant un trou de six ou sept milliards **au minimum**.

Or, les mesures **immédiates** doivent apporter, selon le projet financier du parti 7.150 millions. Mais la moitié de cette somme est constituée par la suspension de l'amortissement contractuel, qui, en réalité, est effectué, depuis des années, avec l'argent provenant des emprunts. D'ailleurs dans l'exposé des motifs, on propose de ne pas faire de nouveaux emprunts à 5,5 ou 6 p. 100 pour rembourser les anciennes dettes à 3, 3,5, 4 et 4,5 p. 100. Cette opération ne peut donc procurer de ressources nouvelles, sauf l'économie sur les intérêts, économie insuffisante.

Il ne reste donc que 3,5 à 4 milliards. L'« Œuvre », organe du Front populaire, note que, de l'avis des experts, « les mesures énergiques révolutionnaires qui feront payer les riches et materont les gros fraudeurs rapporteront un milliard et demi à deux milliards (l'« Œuvre » du 8-9-35).

Il s'ensuit que le gouvernement, qui s'inspirerait du programme financier du parti et des préceptes sages de Chautemps sur « une question ordonnée des finances publiques et de la trésorerie, à l'exclusion de toute démagogie », préceptes approuvés par Marcel Gitton (« l'Huma » du 8 octobre), ne pourrait pas abroger les décrets-lois de Laval et se limiterait à quelques réparations et gestes symboliques, dans la tradition des politiciens de gauche.

L'histoire pourrait jouer au parti un tour bien cruel. Un prélèvement sur les fortunes à la Marin-Herriot-Duclos peut être réalisé, dans des circonstances graves, par un gouvernement bourgeois, même de droite; au moment, où le régime est menacé, la bourgeoisie peut accorder à son gouvernement certains sacrifices.

Ne venons-nous pas de voir Laval réduire d'autorité les loyers de 10 p. 100, violer des contrats légaux sacro-saints dans la société bourgeoise, et les va-tours d'accepter, sans enthousiasme il est vrai, « ce sacrifice temporaire ». Demain, s'il faut prélever de nouveaux milliards sur les pauvres, un politicien réactionnaire peut pour compensation reprendre à Duclos le projet de Marin-Herriot et réaliser ainsi « le prélèvement sur les riches » en jetant le désarroi chez les masses illusionnées par la propagande en faveur de ce programme, désarmées ainsi en face de la démagogie réactionnaire.

Mais ce n'est pas seulement une question arithmétique. Il s'agit d'une question de principe qui surgit avec plus d'acuité encore lorsqu'on passe aux moyens de réalisation. A la timidité des mesures correspond la timidité des

moyens. C'est le propre des partis opportunistes de proposer des réformes « acceptables » qui ne heurtent pas trop la bourgeoisie, qui puissent « passer » sans luttes, dans les cadres bien sages de la légalité, avec l'appui de la persuasion, (ainsi Léon Blum et Jouhaux s'efforcent de persuader le patronat d'augmenter « dans son propre intérêt » les salaires des ouvriers).

Par quels moyens le parti communiste veut-il faire payer les riches? Par la nationalisation de la Banque de France, par des mesures contre la spéculation et contre la corruption. Telles « réformes », tels moyens.

« La Banque de France doit revenir à la Nation (!) par la déchéance du Conseil de régence. »

Il faut être allé loin dans la voie du « crétinisme » de la légalité pour prétendre que devenant Banque d'Etat, la Banque de France devient la banque de la Nation et cesse d'être un instrument de l'Etat bourgeois, de l'Etat des capitalistes et de l'oligarchie financière (comme si la Reichsbank, la Banque Nationale d'Angleterre et tant d'autres banques d'Etat ne servaient pas fidèlement leurs maîtres). Ce n'était vraiment pas la peine de combattre pendant des années les billevesées social-démocrates sur les nationalisations en régime capitaliste pour en venir là maintenant.

La bourgeoisie ne lâche du lest que si elle se sent saisie à la gorge. Or, ce n'est pas par la nationalisation de la Banque de France ou d'un vote parlementaire que lui viendra ce sentiment. Le jour où un gouvernement de « gauche » esquissera un semblant d'exécution même du modeste et timide programme financier du parti communiste, les forces extra-parlementaires de la bourgeoisie se lèveront à la défense du coffre-fort et se sera une réédition, en plus grand, du 6 février.

A ce moment-là, il sera trop tard pour appeler les masses à défendre le programme financier du parti.

Et cela pour deux raisons. D'abord parce que par sa timidité, son souci de ne pas heurter les cadres du régime, de la légalité, le programme n'est pas capable de susciter l'enthousiasme des masses laborieuses. C'est la rançon des concessions que les dirigeants du parti font à l'aile droite bourgeoise du Front populaire. Ensuite, parce que l'exposé même du projet et la propagande du Parti sont essentiellement légalistes. Dans le souci de le faire accepter (?) par Herriot et Cie, on l'émascule de lutte des masses, on concentre leur attention sur la « Chambre de gauche » qui — l'expérience de 1926 et 1934 le montre — capitule honteusement dès que le « mur d'argent » est dressé en face d'elle.

Lénine nous a toujours enseigné que les réformes, les concessions ne sont que le sous-produit de la lutte révolutionnaire, que seulement par cette lutte, on peut arracher quelque chose à la bourgeoisie et que seules les réformes arrachées par la lutte indépendante des masses contre la bourgeoisie éduquent les masses leur montre par l'expérience qu'il n'est d'amélioration durable de leur sort en dehors de la progression de la lutte jusqu'au renversement de la bourgeoisie et à la dictature du prolétariat. Par contre, si l'on s'accroche aux basques des radicaux, si l'on cherche à « s'adapter », à « ménager », on n'obtient ni les concessions matérielles ni l'expérience de la lutte. On va vers la défaite.

La crise budgétaire est une partie intégrante de la crise économique, et il faut vraiment être bien contaminé par l'idéologie bourgeoise pour mettre les forces du prolétariat au service des projets de redressement du budget capitaliste. A l'occasion du plan de la C. G. T. U., nous précisons notre attitude envers la crise économique (voir aussi l'article de Bréval : « Pour un programme d'action révolutionnaire », n° 2 de « Que Faire ? »).

Robert BRIZON.

La C.G.T. unique est faite et après?

Ainsi, l'unité syndicale est réalisée. La presse confédérée est pleine de joie et chante victoire, la presse unitaire en fait autant. C'est la réalisation de l'unité « sans vainqueurs ni vaincus ». Est-ce bien vrai?

Dans son discours à la séance commune, Racamond a dit : « Je ne parle plus au nom de la C.G.T.U. ; je parle au nom du mouvement syndical tout entier ». Jouhaux, lui, n'a pas manqué de « saluer dès la première heure la reconstitution de la vieille C.G.T. ».

Quelle est donc cette vieille C.G.T. reconstituée? S'agit-il de la C.G.T. d'avant-guerre où, malgré toutes les fautes anarcho-syndicalistes, dominait le courant révolutionnaire? Ou celle d'après-guerre, dominée par les réformistes, avec le Jouhaux de la S.D.N. et du B.I.T., et à laquelle s'opposait la « nouvelle » C.G.T.U. révolutionnaire?

Il suffit d'analyser la « charte de la C.G.T. unique » et les débats des Congrès pour constater que le réformisme triomphe sur toute la ligne. L'unité syndicale est faite, quant à son contenu, comme le voulait Jouhaux, c'est-à-dire par la liquidation de la Centrale syndicale révolutionnaire.

Quelle différence y a-t-il entre la façon dont on réalise l'unité aujourd'hui et celle préconisée par la motion de Japy en 1931? Minime. Par contre, là où il y a une grande différence, c'est que la motion de Japy ne posait aucune condition pour réaliser l'unité. S'adressant aux fédérations, la motion dit : « Le Congrès leur demande de ne poser aucune condition ayant un caractère de sanction au retour dans le sein de la C.G.T. » ; deux ans plus tard, en 1933, le Congrès de la Mutualité précisant la motion de Japy ajoutait en parlant de tout syndicat ou fédération qui entrerait à la « vieille maison ». « ... Tous ses droits seront sauvegardés et on ne saurait même lui demander d'atténuer son **sans critique.** »

Tandis qu'aujourd'hui l'unité a été réalisée parce que les dirigeants de la C.G.T.U. ont dû au préalable accepter deux conditions capitales : la condamnation des fractions et la reconnaissance de l'indépendance du syndicalisme. Ce serait vraiment ridicule d'ergoter en prétendant que la motion de Japy c'était la rentrée dans l'organisation confédérée au sens formel du mot, tandis que maintenant c'est la « fusion » sur la base du programme et des méthodes de la C.G.T.

La « vieille » C.G.T.U. de 1921 est morte non seulement en tant qu'organisation — ce qui était obligatoire pour réaliser l'unité — mais en tant qu'avant-garde révolutionnaire puisque l'on a abandonné et les principes idéologiques et la forme d'organisation (les fractions), par laquelle une avant-garde révolutionnaire pouvait s'exprimer.

..

En réalisant l'unité syndicale, sur la base de « l'indépendance du syndicalisme », dans l'atmosphère de « l'union sacrée » avec Jouhaux et le réformisme, les dirigeants de la C.G.T.U. ont donné le coup de grâce à la C.G.T.U., car la domination du stalinisme sur la C.G.T.U. avait depuis des années désagrégé le courant révolutionnaire dans les syndicats.

Tout le travail qui durant ces quinze dernières années a été consacré à l'organisation de l'avant-garde révolutionnaire du mouvement syndical semble être vain, car on revient au point de départ, à la revanche de Jouhaux de l'union sacrée, de Jouhaux de 1914. Mais ce recul du courant révolutionnaire ne fait que préparer, comme on l'a vu souvent dans l'histoire, les conditions de sa victoire future. Les causes objectives qui permettent au courant révolutionnaire de se développer et de s'organiser, loin d'avoir disparu se développent, tandis que les conditions favorisant la domination idéologique de la bourgeoisie sur la classe ouvrière dont le réformisme est l'expression, sont mises en brèche par les événements. Du passé révolutionnaire il reste l'expérience amère, mais d'autant plus précieuse. Des illusions sur les capacités révolutionnaires des dirigeants de la C.G.T.U. sont en train de se dissiper parmi les militants ouvriers. Le terrain se dégage ainsi pour un regroupement des révolutionnaires prolétariens, en dehors du réformisme et du stalinisme.

**

Réorganiser l'avant-garde révolutionnaire dans le mouvement syndical et cela en tenant compte de l'expérience passée, voilà la tâche que la situation pose devant nous.

Comment la réaliser ?

Les socialistes de gauche, qui combattent avec juste raison, la politique réformiste dans leur parti, se doivent de mener la même lutte à l'intérieur du mouvement syndical dont la direction n'est pas moins réformiste que celle du parti socialiste. Les éléments communistes les plus conscients, qui combattent la politique opportuniste des dirigeants du P.C. et de la C.G.T.U., doivent être, avec leurs camarades socialistes, les initiateurs du regroupement de l'avant-garde révolutionnaire dans le mouvement syndical.

Ces deux courants, qui forment, incontestablement, à l'heure actuelle, l'aile la plus consciente et la plus combative du prolétariat français, doivent organiser la lutte contre le réformisme dans le mouvement ouvrier en général et dans le mouvement syndical en particulier. Ils grouperont autour d'eux tous les syndicalistes, tous les ouvriers révolutionnaires qui comprennent la nécessité de cette lutte. Notre revue appuiera, dans la mesure de ses possibilités, ce regroupement indispensable...

A l'occasion de chaque événement important dans le mouvement ouvrier, de chaque grève, nous montrerons aux militants ouvriers la fausseté de la politique réformiste, nous essayerons de leur faire comprendre que seule la lutte de classe intransigeante contre le patronat et le gouvernement non seulement aboutira à la libération définitive du prolétariat, mais encore à l'obtention des réformes que la bourgeoisie ne lâchera que si elle est sérieusement menacée dans sa domination de classe.

Il dépend des éléments révolutionnaires dans les deux C.G.T. de transformer, par leur activité pratique, l'unité syndicale en France conçue par les réformistes comme « un instrument de duperie en instrument d'émancipation des travailleurs ».

P. RIMBERT.

« Les socialistes suisses, comme ceux de autres pays avancés, ne peuvent et ne doivent admettre la défense nationale qu'après la transformation socialiste de la patrie ; ils ne peuvent en d'autres termes admettre que la défense de la révolution prolétarienne socialiste contre la bourgeoisie. »

(LENINE, décembre 1916, Lutte contre le danger de guerre, p. 55.)

TRIBUNE DE DISCUSSION

Nous publions ci-dessous des extraits de la lettre que nous a adressée le camarade Valière, secrét. de la Fédération unitaire de l'Enseignement. Et la réponse de la rédaction où est précisée notre attitude dans la question de la rénovation du P. C. et de la IV^e Internationale.

N. D. L. R.

La Lettre du camarade Valière

Rien n'est plus urgent que le regroupement des forces révolutionnaires. C'est une banalité de dire qu'il s'agit là d'une question de vie ou de mort pour le prolétariat. De nombreux groupes, sectes, groupuscules, dont se gaussent les dirigeants du P.C., y travaillent chacun avec ses conceptions propres. L'émiettement des efforts est considérable. Le chaos idéologique et organisationnel est devenu aujourd'hui inextricable. Des révolutionnaires conséquents, il y en a partout, dans le P.C., dans la S.F.I.O., en dehors de toute organisation politique, dans des sectes aussi nombreuses que les tournants effectués au cours des récentes années par le P.C.F. Les journaux ou revues dits oppositionnels se sont multipliés sous la pression des événements et vivent tant bien que mal, plutôt mal que bien : parution souvent irrégulière due à des difficultés financières insurmontables, etc. Une pareille situation ne peut se prolonger davantage sans aboutir à de désastreuses conséquences. Le temps presse et le coup de tonnerre de Staline éclatant dans un ciel déjà bien obscurci annonce l'orage pour bientôt. Il faut donc, de toute urgence et de toute nécessité, forger ce parti révolutionnaire sans lequel tout espoir de victoire prolétarienne doit être écarté.

Comment procéder ? Quelle tactique employer ? Quelles perspectives adopter ?

Ce regroupement auquel tout groupe travaille, vous semblez l'envisager, vous ai-je dit, d'une manière absolument utopique... si j'ai bien compris les buts que vous vous donnez et que vous énoncez à la page 2 de la couverture de la revue. Vous prétendez (§ 4) lutter pour le rétablissement de la démocratie dans le P.C. Escomptez-vous y parvenir ? Tant d'autres s'y sont essayés et s'y sont brisé les dents. Le centralisme bureaucratique qui règne sans limites dans toutes les sections de l'I.C., et pas seulement dans la section française, n'est pas le fait d'un hasard malheureux, ou une tare accidentelle, momentanée et guérissable. Croire que ce rétablissement de la démocratie intérieure est possible, c'est croire que le P.C. est redressable, c'est estimer que l'I.C. n'a pas fait faillite et qu'il n'est pas trop tard pour la régénérer. C'est là que gît l'utopie.

Le regroupement des forces révolutionnaires ne peut pas se faire au sein ou autour du P.C. Je crains que vous ne vous fassiez des illusions — illusions que vous sèmeriez dans l'esprit des membres du P.C. troublés et inquiets qui vous lisent ou vous liront — sur l'avenir du P.C. Il faut ne pas hésiter à le dire, à le proclamer : l'I.C., depuis la déclaration de Staline, n'est plus qu'un « cadavre puant » pour reprendre une expression célèbre. Il s'agit donc, à mon avis, non pas de désodoriser ce cadavre ou, pire, d'essayer de lui rendre la vie, mais de s'en écarter et d'en écarter le plus possible de camarades sincères mais qui manquent « d'odorat ».

C'est ici que votre revue peut faire de la bonne besogne en opposant systématiquement sur tous les problèmes vitaux de l'heure actuelle à la bouillie fade, opportuniste, social-démocrate, pacifico-nationaliste des pantins qui sont à la tête du P.C. le point de vue marxiste-léniniste. Inévitablement votre œuvre d'éclaircissement théorique si elle est bien conduite, avec toute la rigueur indispensable, amènera les lecteurs sympathisants, membres ou non du P.C. à se dire : « Ce parti est atteint d'un mal inguérissable, sa dégénérescence est totale, il y a vraiment trop loin de sa ligne à la ligne juste pour espérer raisonnablement qu'il retrouvera cette dernière ; il ne s'agit plus d'erreurs réparables, de déviations redressables, mais « la quantité s'est changée en qualité » et le P.C. est devenu désormais un obstacle à combattre sans pitié, à abattre pour dégager la voie. Je dois me délimiter soigneusement des Vaillant-Couturier et Cachin spécialistes de l'ultimatum verbal impuissant, des pleurnicheries démocratiques qui remplissent les pages de « L'Humanité ». Mais comment faire ? Protester dans le parti ? C'est la guillotine sèche qui fonctionnera sans retard contre moi et je serai exclu. Mener un travail souterrain de fraction ? C'est retarder simplement l'exclusion, et la question capitale n'est pas résolue : forger le parti révolutionnaire. Alors ??? Adhérer à une autre organisation, mais laquelle ? »

Le regroupement révolutionnaire peut-il se faire au sein de la S.F.I.O. où règne cependant une relative démocratie ? Les trozkystes y sont rentrés. Les résultats du Congrès de Mulhouse, les menaces proférées par Blum à leur égard, permettent de dire que la S.F.I.O., pas plus que le P.C., ne sera le parti qui, après redressement de l'intérieur, mènera le prolétariat français à la victoire. Les expériences allemande, autrichienne, espagnole, démontrent la nécessité d'un nouveau parti. Le replâtrage d'un parti existant est, me semble-t-il, une besogne vaine.

C'est un nouveau Congrès de Tours qui s'impose pour la S.F.I.O. Je pense d'ailleurs que c'est l'idée arrêtée des trozkystes. Pour le P.C., un travail du même genre, disons le mot : une scission, précédée d'un travail actif d'éclaircissement, de débouillage de crânes, s'impose. Est-ce dans ce sens, avec ces perspectives, que vous vous êtes mis à l'ouvrage ?

Malheureusement, cette besogne menée, les uns dans la S.F.I.O., les autres dans le P.C., reste sur le plan éducatif, et la situation exige et exigera de plus en plus une action révolutionnaire virile contre la guerre, contre le fascisme, pour la révolution prolétarienne. A ce moment, qui n'est pas loin, les questions de discipline se poseront dans toute leur acuité ; les bonzes des filiales des deux internationales « nettoieront » leurs organisations sans pitié. Un grand désarroi risque de s'ensuivre dans le mouvement « marxiste léniniste » dont profiteront les deux bureaucraties et la bourgeoisie. Comment prévenir ce danger, comment réduire les inconvénients de la période révolutionnaire de se retrouver sans perte de temps (le facteur temps va prendre une importance capitale) ?

N'y a-t-il pas possibilité de coordonner, dès maintenant, les efforts de tous ces groupes, de toutes ces tendances ? de constituer un organisme permanent officiel ou occulte ou camouflé ? l'embryon du parti qui suppléera à la carence des partis ouvriers actuels et autour duquel s'opérera le regroupement pour lequel nous œuvrons tous ?

Je pense que la lutte contre l'union sacrée qui se prépare peut permettre, peut faciliter la chose à condition, bien entendu, d'envisager cette lutte selon le point de vue léniniste. (Les principes fixés par les quatre premiers Congrès de la III^e Internationale doivent être la base sur laquelle doit être menée cette lutte.)

Réponse de la Rédaction

Nous sommes d'avis que la politique menée par le P.C. n'est pas une politique révolutionnaire, prolétarienne, que le courant politique qui détermine cette politique — le stalinisme — n'est pas un courant marxiste, communiste, mais un courant petit-bourgeois dont le caractère est déterminé par la situation et les intérêts particuliers de la bureaucratie soviétique dont il représente l'idéologie. Mais dans ce sens l'I.C. et le P.C.F. ne font pas une politique prolétarienne de classe non pas seulement depuis la déclaration récente de Staline, mais depuis des années, depuis le triomphe du stalinisme dans le parti bolchévik et dans l'Internationale Communiste. Il suffit de comparer la politique actuelle du Front Populaire en France avec celle du parti communiste chinois en 1926-1927, politique inspirée par Staline, pour se convaincre que la ligne actuelle du P.C.F. n'est pas due au hasard, ne tombe pas du ciel, qu'elle est l'enfant légitime du courant dominant dans l'I.C.

Nous ne nous faisons pas non plus d'illusion sur la possibilité de faire adopter par le parti communiste notre point de vue, sur la possibilité de la victoire de la politique marxiste, prolétarienne au sein du P.C. et de l'I.C., dans les cadres de leur statut actuel. Le régime stalinien signifie la négation de toute démocratie ouvrière, le monopole du pouvoir dans les mains de la direction actuelle, la mise hors la loi de tous les autres courants, de tous ceux qui osent penser autrement que la direction. Le régime stalinien, c'est le régime de scissions permanentes, car il oblige les communistes qui commencent à entrevoir la fausseté de la politique du parti, de violer ses statuts s'ils veulent remplir leur devoir élémentaire : dire au parti ce qu'ils pensent de sa politique et de ses tâches. Si jusqu'à présent on ne peut parler d'une véritable scission dans l'I.C., cela tient au fait que la direction de l'I.C. a réussi jusqu'à présent à isoler les différents dirigeants des groupes oppositionnels, de briser et de décomposer les organisations oppositionnelles qui existaient dans le parti et d'exclure les groupes relativement peu importants des « hérétiques ». Mais cela ne peut changer le fait que, par exemple, l'exclusion de Trotski, Zinoviev et leurs partisans en décembre 1927 constituait, de la part de Staline, un acte scissionniste caractéristique, qu'à partir de ce moment l'I.C. se trouve en état de scission virtuelle, car une partie des communistes est rejetée en dehors du parti. Si l'on voulait parler du « droit à la scission », du droit pour les marxistes de l'I.C. de constituer une organisation séparée, « un nouveau parti », ils avaient ce droit plusieurs années avant le « tournant » d'Ivry et la déclaration de Staline.

..

Dans un article publié le 28 février 1918 dans la « Pravda », Lénine cite la résolution du Bureau régional de Moscou du Parti bolchévik qui exprime la méfiance au C.C., en liaison avec la paix de Brest, exige sa réélection et déclare dans « l'exposé des motifs » qu'il considère la scission dans le parti, dans l'avenir prochain, à peine évitable, Lénine écrit à ce propos :

« Tout cela n'est pas formidable, même pas étrange. C'est parfaitement dans l'ordre des choses que les camarades, qui sont en désaccord complet avec le C.C. dans la question de la paix séparée, blâment sévèrement le C.C. et expriment leur conviction que la scission soit inévitable. C'est le droit le plus légitime d'un membre du parti, c'est parfaitement compréhensible. »

Trois ans plus tard, en janvier 1921, en liaison avec la discussion sur les syndicats dans le Parti bolchévik, Lénine exprime la même idée :

« Des divergences profondes et fondamentales de principe — peut-on nous dire — ne justifient-elles pas même des interventions fractionnelles les plus brutales ? Quand il faut dire des choses nouvelles et incomprises, est-ce que cela ne justifie pas parfois même la scission ? »

« Naturellement, la scission est justifiée si les divergences sont vraiment très profondes et si l'on ne peut corriger autrement la direction fautive de la politique du parti de la classe ouvrière. »

Nous voyons que Lénine justifiait la scission dans le parti au pouvoir quand les divergences étaient très profondes et qu'il était impossible de corriger autrement la politique fautive. Les bolchéviks n'ont pas hésité de rompre en 1903 avec les menchéviks pour des questions beaucoup moins importantes que celles qui séparent actuellement le courant marxiste du stalinisme. Toute l'histoire de l'activité politique de Marx-Engels nous montre la même attitude envers le problème du parti, attitude complètement étrangère à ce « fétichisme du parti » qui consiste dans la croyance que personne ne peut avoir raison contre son parti, ou, en définitive, le parti a toujours raison...

Ainsi, selon nous, la question de la scission n'est pas nécessairement liée à la transformation du parti ou de l'I. C. en « cadavre puant ». On a trop la tendance de raisonner ici par analogies avec le 4 août 1914, quand Lénine a proclamé la mort de la II^e Internationale et la nécessité de la III^e. Il suffit d'indiquer que la rupture des bolchéviks avec les menchéviks a eu lieu définitivement en 1912, que Lénine en 1921 considérait que la faute des gauches allemandes était de n'avoir pas rompu encore avant la guerre avec la social-démocratie, et que d'ailleurs, en France, la transformation du parti socialiste en août 1914 en « cadavre puant », n'a pas empêché, six ans plus tard, la rénovation, la régénérescence de ce vieux parti par la victoire de l'aile communiste à Tours. Il faut rappeler que Marx, après la mort de la I^{re} Internationale en 1876, loin de proclamer la nécessité immédiate de la II^e Internationale, considérait, au contraire, que dans les conditions données en Europe, après la défaite de la Commune, il n'y avait pas de place pour la nouvelle Internationale, avant que des partis socialistes de masse ne se développent dans les cadres nationaux.

Il ne suffit pas que le parti prolétarien mène une politique fautive, ni qu'il instaure un régime d'absolutisme bureaucratique pour que le problème du nouveau parti soit posé, pour qu'on puisse le constituer. Le parti prolétarien se distingue d'une secte dans la mesure où il est lié aux masses ouvrières, dans la mesure où il est l'expression de leur mouvement réel. Vouloir constituer un parti en dehors des masses, en dehors des ouvriers avancés, c'est cela une œuvre utopique et stérile qui ne peut aboutir qu'aux pires déboires.

Or, il est un fait que les ouvriers avancés de ce pays se trouvent en majorité dans le parti communiste, suivant ses dirigeants, pendant qu'une autre partie se trouvent dans le parti socialiste. Ceux qui sont en dehors de ces deux partis ne constituent que des groupes peu importants, des sectes, qui ne peuvent jouer, sur le plan de l'action, aucun rôle important. C'est la réalité, et on ne peut mener aucune politique efficace si l'on n'en tient pas compte. On ne peut constituer un véritable parti révolutionnaire du prolétariat en France sans ou en dehors des ouvriers avancés, c'est-à-dire en premier lieu, sans ou en dehors des ouvriers qui se trouvent dans le parti communiste.

Les ouvriers communistes sont encore attachés à leur parti qu'ils considèrent comme un parti qui les mènera vers la révolution en France. Ils suivent les Thorez, les Duclos, les Vaillant-Couturier non pas par intérêt matériel, par arrivisme ou d'autres raisons de ce genre, comme c'est le cas pour une mince couche de bureaucratie ouvrière, sur laquelle s'appuie directement

le C. C., mais par conviction, par confiance en croyant sincèrement que la voie indiquée par le parti est la voie juste.

Du moment où une partie importante des ouvriers communistes se convaincra que la direction du parti ne mène pas une politique communiste, qu'elle est incapable de conduire la classe ouvrière de ce pays à la victoire; l'autorité des Thorez, Cachin sera brisée. Ces derniers ne pourront pas, malgré le régime despotique bureaucratique du P.C., empêcher les membres du parti, les organisations entières de se révolter contre le Comité central, de lui refuser l'obéissance, de le destituer. L'exemple de Saint-Denis est à ce point très significatif.

La lutte menée par le rayon de Saint-Denis, de mars à mai 1934, pour le front unique, tant qu'elle se déroulait autour d'un ordre juste et sur la base communiste, montre la possibilité de mettre en échec les moyens répressifs de la direction, quand on a l'appui des ouvriers communistes.

Le problème du parti révolutionnaire du prolétariat français consiste aujourd'hui en premier lieu, dans la conquête des ouvriers communistes pour les idées de Marx et de Lénine, revisées par Staline et la direction de l'I. C. Seule une tactique qui mène vers ce but, qui nous permet de nous lier aux ouvriers, qui nous permet d'élever leur conscience révolutionnaire, seule une tactique pareille est juste.

Au moment où une partie importante de communistes se dressera contre la politique de la direction — comme ce fut le cas à Saint-Denis — l'hypothèse de redressement du parti communiste est très plausible. Nous ne nous faisons aucune illusion sur la possibilité de redresser Thorez, Gitton ou Vaillant-Couturier, mais pour nous le parti, ce ne sont pas eux, ce sont les milliers et les dizaines de milliers d'ouvriers qui les suivent. Si la direction avec son appareil se refuse à ce moment d'obéir au parti, d'exécuter ses volontés, le devoir et le droit de l'aile marxiste du parti serait de proclamer la déchéance de la direction, de la renverser et de se constituer en parti communiste, libéré de l'emprise stalinienne.

Mais cela signifie une scission en perspective. Il serait faux de le nier. La politique de Staline et de la direction du P.C.F. mène, comme nous l'avons indiqué, à la scission, elle rend impossible tout redressement de la politique fautive du parti sans briser le corset de fer de son régime intérieur. Nous appelons les ouvriers communistes à se grouper, à prendre conscience de la situation du parti, du caractère du courant qui y domine, pour renverser la direction actuelle, chasser les chefs indignes qui empêchent le parti de vivre et de se développer, en un mot reconstituer le parti, de le rénover de bas en haut.

Si nous sommes profondément convaincus que la rénovation du parti ne peut être que l'œuvre des ouvriers révolutionnaires, que les nécessités de la lutte de classes les poussent vers les solutions révolutionnaires, aucune mesure d'intimidation, aucune répression ne peut et ne doit nous arrêter sur notre voie. Nous devons adapter nos moyens d'action à la situation, adapter nos formes d'organisation aux besoins de lutte contre le régime d'étouffement, tout en poursuivant d'une façon patiente et persévérante notre œuvre de conviction, d'éclaircissement, de déboufrage de crâne, d'éducation de classe. Le fait que ni la déclaration de Staline, ni toute la politique réformiste, petite-bourgeoise du parti ne provoque pas encore de révoltes de masses, malgré nos efforts, ne doit pas nous décourager, car des changements dans la conscience de masses se produisent, en général, d'une façon extrêmement lente, imperceptible souvent pour des observateurs superficiels, pour aboutir, dans des conditions favorables, à des changements brusques et rapides dépassant toutes les prévisions.

L'argument que « tant d'autres s'y sont essayés et s'y sont brisés les dents »

ne peut pas nous arrêter dans la mesure précisément où nous ne cherchons pas de succès immédiats, mais traçons une perspective pour une période plus ou moins longue.

Tu nous reproches que notre action « reste sur le plan éducatif, que la situation exige et exigera de plus en plus une **action** révolutionnaire virile ». Pour mener une action virile, sérieuse, il faut une organisation sérieuse, liée aux masses. Dans la mesure où nous formons qu'un petit groupe de camarades, qui sont en train seulement de construire une organisation de ce genre, il serait vain de vouloir agir en tant que parti politique; notre action inévitablement se réduit surtout au travail de préparation, de rassemblement des forces de l'éducation en vue de l'avenir. Il ne suffit pas qu'un groupuscule — comme les trotskistes après le 6 février 1934 ou l'Union communiste — se proclame embryon du parti ou parti pour qu'il puisse vraiment jouer le rôle d'un parti.

A l'heure actuelle, le courant marxiste, révolutionnaire en France n'est pas organisé. La tâche du moment est donc l'organisation des forces révolutionnaires à l'intérieur des organisations existantes, en premier lieu, au sein du P. C. Pour le moment, les ouvriers communistes ne considèrent pas du tout la direction du parti et ses cadres comme obstacle pour la réalisation d'une politique révolutionnaire.

Notre rôle est de leur expliquer, à l'occasion de chaque fait nouveau, l'incompatibilité entre le communisme et le stalinisme, de critiquer la politique du parti, de préconiser les solutions justes, mais ce serait une faute des plus graves que de vouloir sauter les étapes et agir en ce moment comme un parti.

Nous considérons la collaboration avec d'autres oppositionnels comme utile et fructueuse dans la mesure où ils ne se posent pas des tâches irréalisables et ne se cantonnent pas dans un isolement stérile, en dehors du mouvement des masses. Nous ne nous faisons pas d'illusions sur la possibilité de regrouper les forces révolutionnaires au sein ou autour du P.C. actuel. Pour nous, la rénovation ou le redressement du parti communiste, son sauvetage, équivaut à la libération du stalinisme, à sa reconstitution sur la base de principes de Marx et de Lénine. Le parti, ce ne sont pas seulement les hommes qui y adhèrent, les organismes qui en assurent le fonctionnement, c'est encore un ensemble d'idées et de principes autour desquels ces hommes sont groupés. Quand nous parlons de la rénovation du parti, nous avons précisément en vue les principes fondamentaux de l'Internationale Communiste, les principes du communisme. C'est autour de ces principes, c'est sur cette base que doivent, selon nous, se regrouper les forces révolutionnaires en France. Il faut travailler pour cette rénovation dans toutes les organisations qui groupent les ouvriers révolutionnaires.

L'essentiel pour nous en opposant actuellement le mot d'ordre du P. C. F. rénové à celui du nouveau parti, de la IV^e Internationale ou de redressement de la S. F. I. O est de souligner : 1° que la constitution du parti révolutionnaire unique du prolétariat français n'est possible sans le concours ou en dehors des ouvriers avancés qui suivent en majorité le P. C. F. ; 2° que ce parti révolutionnaire ne peut être que la continuation du P. C. F. et de la III^e Internationale, qu'il ne peut s'agir ici d'aucune synthèse ou amalgame entre le réformisme et le communisme, d'aucune révision de l'œuvre faite à Tours en 1920, c'est-à-dire de la constitution du courant révolutionnaire du prolétariat français en organisation distincte.

Nous sommes, aujourd'hui, à la première étape de notre travail : rassemblement des éléments communistes qui s'opposent à la politique et au régime du parti autour de notre revue.

DOCTRINE & HISTOIRE

Le Prolétariat et la Petite Bourgeoisie

Les lignes qui suivent sont extraites des remarques de Lénine sur le projet de programme du Parti social démocrate ouvrier russe rédigé par Plékhanov. Elles furent écrites en février-mars 1902 et publiées pour la première fois en 1924 dans le second « Recueil de Lénine ».

Dans sa critique du projet de Plékhanov, Lénine développe les idées fondamentales du marxisme sur la petite bourgeoisie, idées exposées par Marx et Engels dans le Manifeste Communiste dès 1847. La conception de Marx sur la petite bourgeoisie fut défendue par Lénine durant toute sa vie, dans les situations les plus diverses. En juillet 1920, dans ses thèses sur les « indépendants allemands » (publiées en français dans les Cahiers du Bolchevisme n° 12 du 15 juin 1934), il revient à la même conception de la liaison entre le caractère de la petite bourgeoisie et la nécessité de la dictature du prolétariat (p. 753) qu'il exposait pour la première fois dix-huit ans auparavant. L'unité profonde de la théorie marxiste-léniniste apparaît ainsi dans cette conception unique de la petite bourgeoisie, développée par Marx en 1847, par Engels en 1894 (voir plus bas), par Lénine en 1902 et 1920.

La politique actuelle du « front populaire » appliquée par le Parti communiste est en contradiction profonde avec les principes élémentaires du marxisme-léninisme, avec une politique de classe indépendante. Elle s'inspire de Ledru-Rollin et de Camille Pelletan, les nouveaux maîtres des dirigeants officiels du parti.

Nous répondons :

Retour à Marx et à Lénine !

N.D.L.R.

... Le projet parle sous une forme inconditionnelle du caractère révolutionnaire de la petite bourgeoisie (quand elle « soutient » le prolétariat, ne devient-elle pas révolutionnaire ?) et ne dit mot sur son conservatisme (ou même son caractère réactionnaire). C'est complètement unilatéral et faux.

Nous pouvons (et nous devons) marquer sous une forme inconditionnelle le conservatisme de la petite bourgeoisie. Et nous ne devons marquer son caractère révolutionnaire que sous une forme conditionnelle. Seule une formulation de ce genre correspondrait exactement à tout l'esprit de l'enseignement de Marx. Le Manifeste Communiste, par exemple, déclare ouvertement que « de toutes les classes qui, à l'heure présente, se trouvent face à face avec la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire... les classes moyennes, les petits fabricants, détaillants, artisans, paysans... ne sont pas révolutionnaires, mais conservatrices (c'est Lénine qui souligne) ; qui plus est, elles sont réactionnaires... Si elles agissent révolutionnairement (« si » !), c'est seulement dans la mesure où elles sont menacées de tomber dans le prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels ;

elles **abandonnent** (c'est Lénine qui souligne) leur point de vue pour se placer à celui du prolétariat » (1).

Et qu'on ne nous dise point que, pendant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis la période du **Manifeste Communiste**, les choses ont changé radicalement. Précisément sous ce rapport rien n'est changé : les théoriciens ont reconnu toujours et constamment cette thèse (par exemple, Engels en 1894 a réfuté le programme agraire français en se plaçant précisément à ce point de vue). Il affirme directement, que **dans la mesure** où le petit paysan **n'abandonne** pas son point de vue, — il n'est pas à nous, sa place est chez les antisémites ; que ceux-ci le déniaient, et il viendra chez nous d'autant plus sûrement que les partis bourgeois le tromperont davantage ; la vérification en fait de cette théorie par les masses est fournie par l'histoire jusqu'à ces derniers jours, jusqu'à **nos chers amis** (en français dans le texte), messieurs les « Critiques ».

A propos. Dans le projet on a laissé tomber le passage sur la **dictature du prolétariat** qui y figurait auparavant. Si c'est même un hasard, une négligence, — il est néanmoins incontestable que la conception de la « dictature » est incompatible avec la reconnaissance **inconditionnelle** de l'appui fourni au prolétariat par les éléments étrangers. Si nous savions vraiment, d'une façon **positive**, que la petite bourgeoisie soutiendra le prolétariat quand il accomplira sa révolution prolétarienne, alors on n'aurait pas besoin de parler de « dictature », car alors nous pourrions compter sûrement sur une majorité si écrasante, qu'on pourrait se passer très bien de dictature (comme veulent le démontrer les « critiques »). La reconnaissance de la nécessité de la **dictature du prolétariat** est **liée de la façon la plus étroite et la plus intime** à cette thèse du **Manifeste Communiste** que le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire.

... Il est faux d'identifier et de confondre le mécontentement du petit producteur. Le mécontentement du petit producteur engendre très souvent (et doit engendrer chez lui dans une mesure plus ou moins grande) la tendance à **défendre son existence en tant que petit propriétaire**, c'est-à-dire à défendre les bases du régime actuel et même à provoquer son retour en arrière.

... La « lutte » du petit producteur est **très souvent** dirigée contre le prolétariat, car sa situation même **oppose radicalement** ses intérêts aux intérêts du prolétariat sur beaucoup de points. Le prolétariat, en général, **n'est pas du tout** le « représentant avancé » de la petite bourgeoisie. Cela n'arrive qu'à partir du moment où le petit producteur se rend compte de l'inévitabilité de sa perte ; quand il « abandonne son point de vue pour passer à celui du prolétariat ». Le représentant avancé du petit producteur **contemporain** qui n'a pas encore abandonné « son point de vue », c'est très souvent l'antisémite et l'agrarien, le nationaliste et le populiste, le socialiste-réformateur et le « critique du marxisme ». Et précisément à l'heure actuelle, quand « l'accentuation de la lutte des petits producteurs s'accompagne de l'accentuation de la lutte » entre « la Gironde et la Montagne socialiste », il est le moins opportun de confondre toutes les accentuations de la lutte.

... La social-démocratie internationale ne se trouve qu'à la tête de la **classe ouvrière, du mouvement ouvrier**, et si d'autres éléments adhèrent à cette classe, ce sont précisément des **éléments**, et non pas des classes. Et ils n'adhèrent pleinement et complètement qu'après « avoir abandonné leur point de vue ».

(1) K. Marx et Fr. Engels. Manifeste du Parti Communiste, B. E., Paris, 1933, pages 22-23.

... La social-démocratie n'organise nulle part les « forces de combat » des petits producteurs. Elle n'organise que les forces de combat de la **classe ouvrière**.

... Le parti de la classe révolutionnaire peut exprimer le caractère révolutionnaire et conditionnel des autres classes **d'une seule façon** : en exposant devant elles sa conception de leurs misères et des moyens d'en sortir, en intervenant, dans sa déclaration de guerre au capitalisme, non seulement en son propre nom, mais au nom de toutes les masses « pauvres et misérables ».

Il en découle que celui qui accepte cette doctrine doit venir à nous. Il serait tout simplement ridicule, si nous voulions l'indiquer encore à part dans le programme et déclarer que si certains éléments hésitants adoptaient notre point de vue, ils seraient révolutionnaires ! Ce serait le meilleur moyen de détruire la croyance en nous précisément chez ces alliés hésitants et instables, auxquels manque d'ailleurs de toute façon la foi en nous (1).

(1) « Meilleurs » nous sommes envers le petit producteur (par ex. envers le paysan) dans la partie pratique de notre programme, et plus devons-nous être « sévères » envers ces éléments sociaux hésitants et équivoques dans la partie de **principes** du programme, en n'abandonnant d'un pouce **notre point de vue**. Si tu adoptes notre point de vue, alors tu auras toutes les « faveurs », mais si tu ne l'adoptes pas -- alors gare à toi ! Alors nous dirons de toi pendant la dictature : il ne faut pas perdre les paroles en vain là où il faut employer l'autorité.

N. LENINE.

**Communiste, Socialiste, Syndicaliste,
que penses-tu de**

QUE FAIRE ?

N'hésite pas à nous écrire fait tes critiques, suggestions, ton opinion nous sera précieuse, elle nous aidera dans notre lutte pour la rénovation du mouvement communiste français condition indispensable pour le triomphe de la révolution prolétarienne

NOTES

Les Trotskistes exclus de la S. F. I. O.

L'exclusion des trotskistes de la S.F.I.O. a été préparée de longue date. Déjà au congrès de Mulhouse, en juin, la déclaration de Blum : « si l'unité organique devait se réaliser sans votre petit groupe, j'en prendrai mon parti », était un avertissement et une menace.

A la conférence des jeunes à Lille, en juillet, 13 dirigeants de la Fédération de la Seine furent exclus pour avoir critiqué les chefs du parti, leur politique, la politique des partis alliés, pour avoir fait la propagande en faveur de la IV^e Internationale, pour avoir créé une fraction et fait une politique contraire à celle du parti.

Cette exclusion loin d'apaiser la lutte intérieure, l'a, au contraire, ranimée. De nombreuses Fédérations de Jeunes se sont solidarisées avec la Fédération de la Seine qui n'a pas reconnu les exclusions. Ce premier coup contre la gauche effectué, les dirigeants de la S.F.I.O. sont allés plus loin.

« La Vérité » a été privée du droit de paraître comme organe socialiste, Molinier a été infligé d'une suspension de toute délégation pendant 3 ans (à cause de la lutte menée contre le député Barthélémy, maire de Puteaux) et enfin le 1^{er} octobre, la commission des conflits a exclu 13 militants de la S.F.I.O. dont Molinier, Naville, Franc Gérard, Rous, etc... Les exclus étaient accusés d'« attaques injurieuses » dirigées par la « Vérité » contre les militants en vue de la S.F.I.O. et de la campagne pour la IV^e Internationale.

Le Conseil National, convoqué pour novembre, doit examiner « l'ensemble du problème politique soulevé par la présence et par l'action de la tendance dite léniniste-trotskiste dans le Parti » (décision de la C.A.P. du 20 octobre).

Pourquoi ces exclusions ?

« On a cru, écrit Marceau Pivert dans l'« Emancipation » du 14 septembre, que les exclusions de Lille étaient motivées par une divergence politique à propos de la Défense Nationale. Il n'en n'est rien : l'unanimité de la jeunesse ouvrière y a condamné toute collaboration à l'œuvre de la Défense Nationale avec un gouvernement bourgeois, c'est-à-dire, qu'elle a justifié sur ce point précis la propagande des J.S. de la Seine ». Marceau Pivert ne se rend pas compte, assurément, que ses explications naïves renforcent singulièrement la position des Lagorgette jurant sur leurs dieux que les exclusions n'ont pas de caractère politique.

On a exclu les trotskistes et les autres « gauches » de la S.F.I.O. parce qu'ils luttent contre le réformisme, contre la collaboration des classes parce qu'ils sont partisans du défaitisme révolutionnaire.

Les chefs du P. C. se réjouissent de ces exclusions. La politique menée par le parti communiste donne un appui important aux chefs réformistes de la S.F.I.O. dans leur lutte contre la gauche. Mais non satisfait de cet appui tacite, Thorez a cru nécessaire de se déclarer ouvertement solidaire de Lagorgette qu'il cite longuement dans son discours de Wagram (« Huma » du 14 octobre 1935) et qu'il approuve chaleureusement.

La complicité de la direction du P. C. dans la politique d'exclusion menée par les réformistes de la S.F.I.O. est donc nettement établie.

Selon Pivert « tout finira par se régler ». Il exprime sa confiance dans la démocratie du Parti et se refuse de croire que le Parti « en arriverait à nous intégrer dans l'union sacrée ou à faire descendre le niveau du Front Populaire au niveau de M. Herriot ». Et ce n'est pas par voie de scission que la révolution sera faite mais par l'unité, par le Parti Socialiste unique et par la C.G.T. unique.

Ces exclusions des trotskistes montrent nettement que les espérances de Pivert ne sont que des illusions. Si aujourd'hui déjà on fait la scission pour arrêter le développement de la gauche, jusqu'où ira-t-on au moment où, « l'arme de la critique sera remplacée par la critique des armes » ? Un parti politique qui, à côté des éléments révolutionnaires, groupe des éléments appartenant aux autres classes, doit inéluctablement « craquer » au moment où la lutte des classes prendra des formes aiguës. Il s'agit pour les révolutionnaires de ne pas se presser, de ne pas sauter les étapes, d'éviter la scission tant qu'elle risque de les isoler des masses, tant qu'ils sont trop faibles, à condition bien entendu de pouvoir lutter pour leurs propres opinions au sein du Parti. Mais il s'agit aussi de ne pas perdre de vue ce fait, qu'à un moment donné, les divergences d'opinion rendent impossible la cohabitation avec les réformistes. Oublier cela, mettre au-dessus de tout le souci d'unité, affirmer sa confiance dans la démocratie du Parti et dans son avenir politique au moment précis où elle exclut la gauche, prépare l'union sacrée et « abaisse le Front populaire au niveau de M. Herriot », cela signifie : faciliter la tâche des droitiers, des réformistes, et travailler à l'encontre des buts qu'on poursuit.

Ce n'est pas la confiance de Marceau Pivert dans la démocratie, mais l'attitude d'un Lagorgette qui exprime le caractère véritable de la S. F. I. O.

Nous ne pouvons pas ne pas rappeler ici que les illusions de Marceau Pivert étaient naguère même partagées par la plupart des trotskistes. C'est Trotski lui-même qui a construit de toutes pièces une théorie selon laquelle le régime du Parti socialiste devient d'autant plus démocratique que l'Etat capitaliste devient plus réactionnaire. Le Parti socialiste était représenté comme plus avancé que le Parti communiste. Plus encore, la destinée du prolétariat dans notre époque dépendait de l'évolution du Parti socialiste vers la gauche.

Or, après une année, la démocratie de la S. F. I. O. s'avère non moins pourrie et illusoire que celle du P. C. Ainsi, les raisons pour lesquelles il fallait, selon Trotski, abandonner le Parti communiste et entrer dans le Parti socialiste, sont démenties par l'expérience. Les révolutionnaires prolétariens doivent lutter pour leur idées aussi bien dans le P. C., que dans la S. F. I. O., employant des méthodes appropriées sans se faire d'illusion ni sur le réformisme ni sur le stalinisme, sans se laisser impressionner par des calomnies, des injures et des mesures de répression.

A. G.

« Le prolétariat voisinerait toujours — tant que durera le capitalisme — avec la petite bourgeoisie. Il serait sot de sa part de renoncer de conclure des alliances temporaires avec elle, mais l'UNITE avec elle, l'unité avec les opportunistes ne peut être MAINTENANT défendue que par les ennemis du prolétariat ou par des hommes qui restent abrutis dans la routine de l'époque périmée. »

(LENINE, le 9 janvier 1915, Contre le courant, tome I, p. 49.)

Le salaire réel des ouvriers soviétiques

L'Humanité du 3 octobre publie un article de Boross sur la baisse des prix en U. R. S. S. L'auteur exalte cette baisse des prix réalisée le 1^{er} octobre, en liaison avec la suppression des cartes, la considère comme quelque chose de miraculeux, mais oublie de renseigner les lecteurs sur une chose : quels sont donc les nouveaux et les anciens prix des denrées en U. R. S. S.? Quels sont les salaires des ouvriers ?

Or, sans ces données, il est impossible de se rendre compte du **salaire réel** de l'ouvrier soviétique et c'est cela qui intéresse, en premier lieu, chaque ouvrier. Le fait que les prix ont baissé de 14 p. 100 en moyenne ne signifie pas encore que l'ouvrier soviétique peut satisfaire ses besoins les plus élémentaires. Pour que les camarades puissent se rendre compte de la situation réelle, nous leur fournissons ci-dessous la liste des prix (en roubles et par kilo) à Moscou à partir du 1^{er} octobre et quelques données sur les salaires.

Pain de seigle	0,85
Pain de blé	1,70
Nouilles	3,50
Semoule de blé	4,50
Riz (première qualité)	6,50
Riz (deuxième qualité)	5,50
Sucre (en morceaux)	4,90
Sucre (en poudre)	4,50
Bœuf	5 roubles et 7,60
Harengs	4 r. 50 et 5,00
Beurre	16,50
Saucisson (première qualité)	10,00
Pommes de terre	0,30

Ces données sont extraites du journal « Vetcherniala Moskva » (Moscou-Soir) du 26 septembre 1935. Tous les journaux soviétiques à cette date reproduisent ces données.

Or, quel est le salaire de l'ouvrier soviétique ? « Le gain mensuel moyen de l'ouvrier est de 170 roubles », lisons-nous dans la « Correspondance Internationale du 14 septembre (n° 80-81). Il y a des ouvriers qui gagnent des centaines de roubles, certains techniciens même des milliers, mais des manœuvres ont des salaires au-dessous de la moyenne. Le journal « Za Industrialisatziou » du 9 août 1935 indique des salaires horaires des manœuvres dans deux usines de constructions mécaniques à Moscou. Dans la première, « Boretz », le salaire horaire est égal à 90,1 kopeks, soit le prix de 500 grammes de pain de blé ou 1 kg. 500 grammes de pain de seigle après la **baisse récente**; dans l'autre, « Electrocmbinat », le salaire horaire du manœuvre est égal à 75,7 kopeks, soit le prix de 450 grammes de pain de blé ou 900 grammes de pain de seigle. Le second manœuvre gagne, s'il fait sept heures, 132,50 roubles par mois (25 jours ouvrables).

La question se pose comment les ouvriers les moins rétribués réussissent-ils à vivre avec des salaires pareils ? Voici la question que nous posons à l'« Humanité » et au citoyen Boross. Ils ont des assurances sociales gratuites, mais cela ne concerne que les malades qui d'ailleurs ne touchent pas plus que leur aïe.

Dans son rapport au VII^e Congrès de l'U. C., Manouïlski indique que depuis 1928 le nombre de salariés a plus que doublé, pendant que les salaires

ont plus que quintuplé. Cela signifie que le salaire d'un ouvrier a augmenté deux fois et demie, trois fois depuis 1928. Les autres dépenses en faveur des ouvrier (assurances sociales, dépenses culturelles, etc.) ont augmenté dans les mêmes proportions.

Mais quels étaient les prix en 1928 ? En février 1929, l'ouvrier à Moscou payait un kilo de pain de seigle **8 kopecks**. Aujourd'hui, il le paie 85 kopecks. Les autres prix ont évolué dans le même sens. Pendant que les salaires ont triplé, les prix ont plus que décuplé.

Selon les calculs effectués en U.R.S.S., en 1926, l'ouvrier soviétique dépensait 45 p. 100 de son salaire pour l'alimentation, 21 p. 100 pour les vêtements, 13,2 p. 100 pour le loyer et le chauffage, 20,8 p. 100 divers. Supposons que les dépenses pour le loyer et le chauffage n'ont pas augmenté depuis 1928, de même que pour les dépenses diverses (en réalité, elles ont augmenté). Il reste que les dépenses alimentaires et vestimentaires, qui constituent 66 p. 100 du budget ouvrier, sont dix fois plus élevées qu'en 1928, à cause de la dépréciation du rouble, cela signifie que le **salaire réel** de l'ouvrier soviétique est aujourd'hui **inférieur** de 55 p. 100 **au minimum** par rapport à 1928. Il faut remonter aux années 1923 et 1924, deux à trois ans après la fin de la guerre civil, pour retrouver des salaires si bas qu'aujourd'hui (1).

« Les bolchéviks ont mal mangé... pendant le premier plan quinquennal » — a dit Manouïlski. Les ouvriers soviétiques continuent encore à manger mal, et il faudrait **plusieurs** baisses de prix, dans le genre de celle du 1^{er} octobre 1935, ou des hausses de salaires, pour que le **salaire moyen réel** atteigne le niveau de 1928.

(1) L'indice du salaire est de 54,2 en 1922-23, 73,9 en 1923-24 et 127,9 en 1927-28 contre 100 en 1913. Voir les tableaux récapitulatifs en annexe du livre de Krijanovsky : « Dix années d'édification économique en U.R.S.S. 1917-1927 », Paris B. E.

POUR L'UNION DES PEUPLES

Lecteur, tu es « internationaliste », tu désires voir disparaître les barrières de toutes sortes qui divisent les peuples ? Alors apprends et pratique la langue internationale Espéranto, deviens-en un propagandiste zélé.

Cours gratuit par correspondance à la Fédération Espérantiste Ouvrière, 115, boulevard Aristide-Briand, à Montreuil-Paris. (Timbre pour réponse). Envoi du « Cours Élémentaire d'Espéranto » et abonnements à dix numéros du « Travailleur Espérantiste » contre 2 fr. 50 en timbres

Recrutez de nouveaux lecteurs et abonnés à « Que Faire ? ».

Camarades communistes « Que Faire ? » est la seule revue communiste non soumise au contrôle de la direction du parti. Votre devoir est de lui écrire sur tout ce qui intéresse les ouvriers communistes, lui communiquer vos suggestions, vos opinions que la direction du parti vous empêche d'exprimer dans les organisations du parti.

Utilisez la seule tribune pour parler aux camarades du parti, pour leur faire savoir vos expériences, vos efforts pour s'opposer à la politique opportuniste de la direction.

REVUE DE LA PRESSE

ENTRE LE REFORMISME ET LES CROIX DE FEU.

« La lettre à un Volontaire National » par Marcel Cachin, publiée dans « l'Huma » du 6 octobre, montre le glissement continu de la direction du parti vers le réformisme et le nationalisme bourgeois. Il suffit, pour juger le chemin parcouru, de comparer cette lettre avec le projet de la charte d'unité du 29 mai, déjà imprégnée pourtant de l'esprit réformiste.

LA CHARTE D'UNITE

Notre but... ne peut être atteint que par la conquête du pouvoir de haute lutte contre la bourgeoisie.

Le drapeau de l'unité (ouvrière), c'est le drapeau de la lutte des classes.

Peuvent adhérer (au parti unique) seulement ceux qui sont décidés à mener le combat de classe... sous le drapeau de la révolution prolétarienne, sous le drapeau de l'internationalisme prolétarien, sous le drapeau de la dictature du prolétariat.

Si l'on voulait appliquer sérieusement l'esprit de la charte d'unité du 29 mai, l'auteur de la « lettre à un volontaire national » ne pourrait être admis dans le parti unique du prolétariat français.

Pour terminer une dernière comparaison. Cachin écrit dans sa lettre :

Ne voulez-vous pas comme nous une **France forte** de la conscience qu'aura le peuple de son unité ?... Seules deux cents familles (de profiteurs) maintiennent... la lutte de tous contre tous, l'opposition des intérêts et la guerre des classes.

Ne voulez-vous pas comme nous une **Francefraternelle** où chacun pourra travailler et manger à sa faim

Et les « Volontaires nationaux » écrivent dans leur plan :

Quel est en résumé, le sens de notre effort ? Mettre fin sans pitié à tout ce qui dresse encore artificiellement les classes et les professions les unes contre les autres.

Substituer au régime des divisions et de la haine, le régime de la fraternité des Français.

Quelle ressemblance entre Cachin et les « volontaires nationaux »...!

LA LETTRE DE CACHIN

Nous ne connaissons pas d'ennemis dans le peuple de France.

Vos préoccupations (mettre un terme aux divisions qui déchirent notre peuple) sont celle des communistes.

Dès aujourd'hui même, nous faisons tout pour que s'effectue la véritable conciliation française... Nous voulons mettre fin aux divisions... qui affaiblissent notre pays et le diminuent au regard des autres nations.

C'est seulement dans la mesure où nous seront **tous unis** (prolétaires et bourgeois P.L.)... que nous épargnerons à la France la GUERRE CIVILE.

L'I.C. A TOUJOURS RAISON.

Le Bolchevik (N° 16 du 31 août), revue du C.C. du P.C. soviétique, essaie d'expliquer la différence entre la tactique du P.C.A. et du P.C.F. par la différence de la situation :

« Quand Brüning éditait ses décrets antiouvriers, la social-démocratie rejetait la lutte en commun contre ces décrets ; pire, elle les approuvait sous le prétexte de la défense de la démocratie. Quand aujourd'hui, en France, on prépare les décrets antiouvriers et l'offensive fasciste s'effectue contre les travailleurs, nous autres, ensemble avec les socialistes dans le front unique et dans le front populaire, défendons les droits démocratiques des travailleurs contre l'offensive fasciste et contre les décrets antiouvriers. Voici la différence fondamentale de la situation. »

Dans ce passage, on oublie un petit détail : dans le front populaire participe le parti radical dont 6 représentants siègent au gouvernement des décrets-lois, entre autres, « le président Herriot » contre lequel on ne trouvera pas un mot dans l'« Huma ». A notre connaissance, AUCUN socialdémocrate ne siégeait au gouvernement Brüning. D'ailleurs la socialdémocratie soutenait Brüning comme le « moindre mal » par rapport à Hitler (elle le soutenait de la façon opportuniste, fautive, en frayant ainsi la voie à Hitler), pendant qu'aujourd'hui les dirigeants communistes proclament les chefs radicaux AMIS des ouvriers communistes, collaborent avec eux dans la délégation des gauches, au comité de rassemblement populaire, etc.

Hier, on refusait de réaliser le front unique avec la socialdémocratie allemande, car elle soutenait Brüning ; aujourd'hui, on fait le front populaire avec les Brüning français, on se prépare à participer avec eux au gouvernement, c'est-à-dire, suivre le chemin de la socialdémocratie allemande. Ce qui est commun à ces deux politiques, c'est qu'elles sont fausses toutes les deux.

L'ITALIE ET LES SANCTIONS.

Dans la Tribune des Nations du 17 octobre, Pierre Dominique démontre que les sanctions sont inefficaces non seulement du fait que plusieurs pays (et non des moindres) ne sont pas membres de la S. D. N., mais encore parce que la France et l'Angleterre n'en continueront pas moins à vendre à l'Italie via l'Autriche ou la Suisse :

« On a vu, durant la grande guerre, l'Angleterre fournir à l'Allemagne, son ennemie, par l'intermédiaire des neutres, une multitude de marchandises, et réciproquement l'Allemagne fournir à l'Angleterre et nous fournir -- notamment en ce qui concerne le matériel optique -- quantité de ses fabrications.

« On a vu le bassin de Briey, placé sous le feu de nos canons et qui travaillait pour le compte de l'Allemagne, respecté par notre artillerie. Il y a entre industries nationales une foule d'ententes qui ne sont pas rendues publiques. On peut croire que le charbon anglais, le fer et l'acier français continueront, au moins pour une bonne partie, à s'en aller en Italie. »

Ceux qui font confiance à la S.D.N. pour défendre l'Éthiopie couvrent en réalité les sordides marchandages des impérialistes qui s'effectuent sous ses auspices.

P. L.

La lutte contre le fascisme et l'internationale communiste

LA PREPARATION ET LA VAREUR DU VII^e CONGRES

Du 25 juillet au 20 août s'est tenu, à Moscou, le VII^e congrès de l'Internationale communiste. Le VI^e congrès avait eu lieu sept ans plus tôt, en été 1928.

Au cours de ces sept années, des événements d'une importance énorme s'étaient déroulés dans le monde. Une multitude de problèmes avaient été posés par la vie devant les prolétaires révolutionnaires tant dans les pays capitalistes qu'en U.R.S.S. Il eût été nécessaire que ces problèmes fussent largement et démocratiquement discutés par les délégués des ouvriers communistes de tous les pays réunis en congrès. Cependant, pendant sept ans le Comité exécutif de l'I. C. ne jugea pas utile de convoquer ce congrès, bien qu'il eut à plusieurs reprises changé de position et de tactique sur des questions essentielles et qu'il ait été lui-même plusieurs fois modifié considérablement dans sa composition.

Les statuts de l'I. C. qui prévoient la tenue de congrès tous les deux ans étaient restés lettre morte.

Au moins aurait-on pu croire qu'à la veille d'un événement devenu aussi rare, les communistes membres des différents partis auraient été appelés à discuter. Autrefois, avant chaque congrès, de larges discussions étaient ouvertes de bas en haut du parti, des feuilles spéciales de discussion étaient mises à la disposition des communistes pour que les différents points de vue et arguments puissent s'affronter en toute liberté, sans crainte d'aucune sanction.

Souvent, des plate-formes différentes s'affrontaient. La masse des communistes élaboraient leur doctrine, leur tactique dans un vaste effort collectif. Au congrès, des discussions profondes avaient lieu. Il en sortait des résolutions adoptées à la majorité faisant loi dans le parti qui consentait librement à cette discipline.

A la veille du VII^e congrès, rien de tout cela n'eut lieu. C'est à peine si quelque jours avant on eut connaissance des points de l'ordre du jour, rédigés d'ailleurs de façon aussi vague qu'extrêmement brève. Aucun projet de résolution ne fut soumis aux communistes. Aucune discussion.

Conformément aux statuts de l'Internationale, les délégués au congrès devaient être élus dans les différents partis. Mais encore, il n'en fut rien. Dans chaque parti, la délégation au congrès fut désignée sans que les membres du parti aient été appelés à donner leur avis, et sans même qu'ils aient eu connaissance de la composition de ces « délégations ».

Par la façon même dont il fut convoqué, le congrès perdait sa qualité d'organe véritable de l'Internationale. Il n'était plus qu'un rassemblement formé en presque totalité de fonctionnaires de l'appareil de l'I. C. et de ses partis.

Il n'était pas l'émanation d'une opinion collective en voie d'élaboration, mais au contraire un collège désigné par en haut, convoqué pour entendre des rapports et l'énoncé d'une tactique élaborée à l'avance qu'il serait ensuite chargé d'exécuter.

C'est pourquoi il n'y eut en fait **aucune discussion** au congrès. En dehors des quatre rapports présentés respectivement par les camarades Pieck, Dimitrov, Ercoli et Manouïlsky et de quelques discours des leaders, les interventions qui se succédèrent à la tribune ne furent que des comptes rendus de la situation dans les différents pays, invariablement précédés de l'approbation pure et simple des rapports présentés.

Ce qui frappe surtout dans les rapports et résolutions adoptés, c'est la contradiction entre les paroles et les actes; entre la politique qu'on fait et les principes auxquels on jure fidélité; entre le passé qu'on approuve (Le VII^e congrès approuve la ligne politique et l'activité pratique du C. E. de l'I. C. — résolution sur le rapport d'activité) et le présent qui en est la négation complète. On approuve la politique du P.C.A. contre toute collaboration avec les « socialfascistes » et on exalte la politique du P.C.F. de collaboration avec le ministre radical, avec le parti agraire, etc... Vingt fois, par exemple, on trouvera des rappels plus ou moins fragmentaires de ces thèses comme quoi « dans le front unique le principal, c'est l'action résolue du prolétariat révolutionnaire », comme quoi le P.C. est tenu « de ne jamais renoncer à son travail propre et indépendant », de « ne jamais abandonner son droit de critique sérieuse et motivée du réformisme et du social-démocratie », etc... Mais en même temps on donne comme exemple à suivre celui du P.C.F. qui freine l'action résolue du prolétariat révolutionnaire — dans la lutte contre les décrets-lois — et qui, loin de critiquer le réformisme, vient d'adopter une plateforme commune avec le P.S. inspirée de l'idéologie réformiste traditionnelle. On préconise un gouvernement du front populaire en France, en Italie, ailleurs, gouvernement de collaboration avec des partis bourgeois — radicaux et même républicains « modérés » —, on se proclame champions de la « réconciliation française », mais on continue à condamner « la politique de collaboration de classe des chefs réactionnaires de la social-démocratie ».

L'explication que Dimitrov donne de ces contradictions n'explique rien du tout. A ceux qui reprochent à l'I. C. d'avoir effectué un certain tournant à droite, il riposte : « Que voulez-vous, chez nous, en Bulgarie, on dit qu'une poule affamée rêve toujours de millet. Laissons les poules politiques penser ce qui leur plaît ».

Avec des arguments pareils, on peut justifier tous les reniements, tous les abandons, toutes les trahisons. D'ailleurs, les politiciens bourgeois de gauche se servent à satiété de réponses de ce genre quand les révolutionnaires prolétaires opposent leurs actes à leurs promesses, leur politique à leur plateforme.

Des échappatoires de ce genre ne peuvent satisfaire les communistes profondément troublés par le nouveau langage et la nouvelle politique de leurs dirigeants. Il est du devoir de chacun de nous d'examiner avec toute l'attention nécessaire les travaux du VII^e congrès à la lumière de leur application très avancée en France, afin d'en comprendre la véritable signification.

LA NOUVELLE TACTIQUE

Quelles sont donc les directives essentielles qui émanent de cette assemblée internationale ?

Quelle est cette « nouvelle tactique » pour la lutte contre le fascisme ? « La signification historique du VII^e congrès s'exprime en un seul mot :

Unité ! — répond Thorez à l'assemblée des communistes parisiens le 7 octobre, et il poursuit en citant Dimitrov :

« La réalisation du front unique de la classe ouvrière est, à l'étape historique actuelle, la tâche principale immédiate du mouvement ouvrier international. »

Le contenu de cette tactique du front unique que l'on entend appliquer d'une « nouvelle manière » est résumée de la façon suivante :

Nous utiliserons les contradictions qui existent dans le camp de la bourgeoisie (forces bourgeoises démocratiques contre forces fascistes), nous engloberons toutes les forces antifascistes dans un vaste front unique antifasciste — ou front populaire —, nous soutiendrons tout gouvernement bourgeois résolu à mener une lutte véritable contre le fascisme; nous pouvons collaborer avec ces forces dans un « gouvernement du front populaire » (voir notamment rapport de Dimitrov) ; nous sommes pour une armée populaire (du type de l'armée nouvelle de Jaurès). En un mot, dans tous les pays, les partis communistes doivent s'inspirer de la politique du parti communiste français « qui, comme l'on sait, donne l'exemple à tous les partis de l'Internationale de la façon, dont il faut combattre le fascisme ».

Or, cette tactique pratiquée depuis juin 1934 par le parti communiste français sur les instructions de l'I.C. et présentée par le congrès comme modèle à tous les partis de l'I. C. n'est plus la tactique du front unique dans le sens léniniste de ce terme. C'est la tactique du Front populaire.

L'une n'est que l'élargissement de l'autre? Non pas. Il n'y a pas entre ces deux tactiques qu'une différence de degré ou d'amplitude ; il y a une différence de nature, une différence de principe.

Les thèses de décemb. 1921 qui ont toujours été regardées par les communistes comme constituant le document fondamental dans cette question sont intitulées « Thèses sur l'unité du front prolétarien ». L'idée centrale de ces thèses, c'est que contre l'offensive de la bourgeoisie, la classe ouvrière doit se présenter unie pour la lutte en dépit du fait qu'elle se divise en plusieurs partis. La notion essentielle, c'est la notion de classe. Même s'ils donnent leur confiance à des éléments petits bourgeois, même s'ils se laissent entraîner par le courant réformiste qui trouve sa source dans la politique économique sociale de la bourgeoisie, même s'ils sont opposés momentanément les uns aux autres par cette politique, l'ensemble des ouvriers sont unis par des intérêts de classe généraux et permanents contre la classe bourgeoise. Suivant les circonstances historiques et les particularités nationales, la classe ouvrière peut être divisée en plusieurs partis ou ne comporter qu'un seul parti pouvant lui-même comprendre plusieurs tendances ou fractions. Mais pour un marxiste, jamais l'intérêt du parti ne peut aller à l'encontre de l'intérêt de la classe ; la notion de la classe prime la notion de parti.

L'avant-garde révolutionnaire doit collaborer sous des formes différentes suivant les situations avec les autres parties de la classe à condition de garder sa liberté d'expression et de critique.

A la base de cette tactique du front unique prolétarien se trouvent les idées élémentaires et fondamentales du marxisme.

La conception du front unique, exprimée dans le pacte de juillet 1934, et élargie à celle du Front populaire repose sur d'autres bases. A la notion d'unité de classe, elle oppose la notion de collaboration des classes, d'alliance avec la classe petite-bourgeoise et une aile de la bourgeoisie : la bourgeoisie libérale.

Cette politique de collaboration des classes, le VII^e Congrès la camoufle et tente frauduleusement de l'identifier avec la politique révolutionnaire d'unité

d'action du prolétariat en parlant sans cesse du « front unique ou front populaire ».

Le VII^e Congrès prétend que l'on peut diviser la classe bourgeoise en deux parties, celle avec laquelle on peut s'allier contre le fascisme et celle avec laquelle on ne le peut pas. C'est l'idée fondamentale classique du réformisme. Analysant la politique réformiste du ministre menchévik Tseretelli, Lénine écrivait en mai 1917 que la première des idées fondamentales de ce dernier : « c'est que l'on peut et doit distinguer deux parties dans la bourgeoisie. L'une qui a consenti « un accord » avec la démocratie, et sa situation est « stable ». L'autre est formée des « milieux irresponsables de la bourgeoisie qui provoquent à la guerre civile. » (Lénine, « Œuvres Complètes », tome XX^e, p. 368.)

L'idée fondamentale de Tseretelli, exposée par Lénine de façon frappante et terme pour terme ne correspond-elle pas à l'idée fondamentale des directions actuelles de l'I.C. et du PCF. divisant la bourgeoisie en radicaux qui sont « d'accord avec nous pour défendre la République » et en « factieux, irresponsables qui troublent l'ordre et provoquent à la guerre civile » (Thorez, Gitton, Vaillant-Couturier et Cie, dixit)

Et comment Lénine réfute-t-il cette idée fondamentale du réformisme? En notant tout d'abord que « Tseretelli (aujourd'hui, il faudrait dire l'I.C.) n'indique aucune différence sociale, de classe entre les deux parties susmentionnées de la bourgeoisie », « qu'il perd de vue l'explication de la politique par la lutte de classe », et que ces deux « parties » de la bourgeoisie sont également, quant à leurs assises sociales, formées de propriétaires fonciers et de capitalistes; qu'elles ont des intérêts de classe identiques; que c'est se moquer du monde de vouloir les diviser en forces antagonistes sous prétexte que les uns « comprennent leurs véritables intérêts », et que les autres sont « incompréhensifs ». Et qu'une telle attitude aboutit en fin de compte à dire aux ouvriers et aux paysans : « Bornez-vous à ce qui est « acceptable » pour les propriétaires fonciers et les capitalistes. »

C'est ce qu'expliquait de façon très populaire Auguste Bebel au congrès de la social-démocratie allemande à Magdebourg en 1910 :

« Lorsqu'un lien d'amitié politique s'établit entre moi et le parti qui m'est foncièrement opposé, je me vois alors dans la nécessité d'orienter ma tactique ou ma forme de lutte de telle façon que le lien ne soit pas rompu. Il ne m'est donc plus permis de critiquer, il ne m'est plus permis de lutter sur la base de principes, car ainsi je vexerais mes alliés. Je dois garder le silence, couvrir certaines choses sous le manteau de l'amour, justifier des choses qui ne peuvent se justifier : je dois estomper ce qui n'aurait pas dû être estompé. Voilà les conséquences d'un bloc qui se font sentir également dans d'autres domaines. »

La classe ouvrière de France n'a-t-elle pas déjà pâti de ces conséquences inévitables de toute alliance avec un parti qui lui est foncièrement opposé parce qu'il représente avant tout des intérêts de classe communs à toute la bourgeoisie ?

Au moment même où le VII^e congrès préconisait cette tactique d'alliance avec la bourgeoisie libérale à tous les partis de l'I.C., son « application modèle » en France donnait déjà ses premiers fruits : le P.C.F. ne met désormais dans son programme d'action que ce qui est acceptable au parti radical. Dans son activité quotidienne, il élimine soigneusement tout mot d'ordre qui pourrait choquer le parti radical, il ne se résout à préconiser que des méthodes de lutte (élections, meetings, délégations, etc...) acceptables par le parti radical, le P. C. F. interdit de critiquer les ministres radicaux qui spolient et écrasent les masses avec les décrets-lois, il ne peut plus défendre réellement les intérêts foulés aux pieds de la classe ouvrière, « car ainsi il vexerait ses al-

liés ». Et quand, à Brest et à Toulon, les ouvriers, privés de toute direction, de toutes perspectives, et que le P. C. F. se refuse de conduire à une lutte efficace, se révoltent, la direction du P. C. F. vole au secours de « l'armée républicaine », des « gardes mobiles républicains » et du glorieux « drapeau tricolore », attaqué par des gens qui ne peuvent être que des « factieux » et des provocateurs.

Telles sont, en effet, les conséquences logiques et inévitables de la politique de collaboration de classe préconisée par le VII^e congrès, conséquences qui deviendront d'autant plus monstrueuses et insupportables à la classe ouvrière que les conflits de classe entre prolétariat et bourgeoisie. Or, dans la période de crise actuelle cette aggravation est inévitable.

C'est parce que tout marxiste sait cela que depuis que le marxisme existe celui-ci condamne la collaboration de classe en régime capitaliste. Cette condamnation est d'ailleurs consacrée par la célèbre résolution du congrès international de Paris en 1900 : « LA LUTTE DE CLASSE INTERDIT TOUTE ESPECE D'ALLIANCE AVEC UNE FRACTION QUELCONQUE DE LA CLASSE CAPITALISTE », qui, par ailleurs, n'admet d'exception que dans des circonstances exceptionnelles et par endroit seulement, à condition qu'il n'y ait pas de **confusion de programme et de tactique** et que ces exceptions doivent être réduites au minimum. On objecte à ce raisonnement que dans le front populaire, il s'agit de l'alliance non pas avec la bourgeoisie libérale, mais avec la petite bourgeoisie. A cela, il faut répondre d'abord que cette objection n'est pas fondée; que le front populaire est bien l'alliance avec le parti de la bourgeoisie libérale, le parti radical, et que même les dirigeants communistes font tout pour l'étendre au groupe Flandin. Mais il faut, à cela, répondre surtout — et c'est là le fond de la question — comment le marxisme pose et résout la question des rapports du prolétariat avec les autres classes. Le prolétariat ne refuse pas l'alliance avec les éléments petits bourgeois, il les admet même dans son sein, mais à condition qu'ils adoptent son point de vue, qu'ils abandonnent le leur. Ce n'est pas une prétention sectaire, une volonté diabolique de domination à tout prix, mais le résultat des rapports sociaux qui déterminent la conduite des classes sociales. L'alliance avec la bourgeoisie est une duperie, car ses intérêts sont **opposés** à ceux du prolétariat.

Quant à la petite bourgeoisie, Marx et Engels ont montré déjà en 1848, dans le « Manifeste Communiste », que la petite bourgeoisie est une classe conservatrice, plus même, réactionnaire. Mais elle agit révolutionnairement lorsque, par crainte de tomber dans le prolétariat, elle abandonne son propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. Cette vérité est confirmée par toute l'histoire depuis 1848 (Voir dans le présent numéro de « Que Faire » les notes de Lénine sur le prolétariat et la petite bourgeoisie).

Cela signifie que l'alliance avec les groupements petits bourgeois n'est profitable au prolétariat que dans la mesure où les classes moyennes **abandonnent** leurs intérêts actuels et épousent la cause du prolétariat, agissent sous sa direction, reconnaissent son hégémonie.

« Dans la mesure où le petit paysan **n'abandonne pas son point de vue**, il n'est pas à nous », répète Lénine en 1902 après Engels. En s'adaptant aux préjugés du petit bourgeois, en le flattant, en faisant sien le programme radical, en se lançant dans une surenchère démagogique avec les idéologues de la petite bourgeoisie, les dirigeants du parti communiste, loin de défendre les intérêts futurs des petits producteurs — qui sont en même temps ses **seuls intérêts réels** — mettent la classe ouvrière, la **seule** classe vraiment révolutionnaire, au service d'une politique de conservation sociale, de défense du régime capitaliste, régime qu'elle a pour mission historique d'abattre.

Le parti du prolétariat ne peut donc pas, contrairement à ce qu'il fait actuellement dans le front populaire, se lier sur une plateforme « intermédiaire » (mélange d'illusions et de préjugés petits-bourgeois). Il peut seulement appuyer ces partis et lutter à leurs côtés chaque fois qu'ils agissent révolutionnairement chaque fois qu'ils sont amenés, par leur position contradictoire, à porter un coup réel à la grande bourgeoisie réactionnaire.

Ces partis oscillant sans cesse entre la bourgeoisie réactionnaire et le prolétariat révolutionnaire, ce dernier doit utiliser ces oscillations, de même qu'on peut utiliser un balancier et amplifier son mouvement chaque fois qu'il vient à la portée de la main, en l'appuyant et en augmentant ainsi sa force vive. Mais pour ce faire, il ne convient pas de s'attacher au balancier, de se laisser entraîner par lui dans ses oscillations. Il faut au contraire rester sur un terrain solide et s'y arc-bouter fermement.

C'est pourquoi, même à ce moment où le parti du prolétariat appuie l'action des partis de démocratie bourgeoise, il doit garder son indépendance absolue, il ne peut même à ce moment négliger de développer la conscience propre de la classe ouvrière, c'est-à-dire négliger de développer son programme et de travailler à y rallier les masses, il doit se réserver l'autonomie de son action et de son organisation, sa liberté de critique et de manœuvre.

Les principes de cette attitude développés à maintes reprises par Marx et Lénine (1) restent les mêmes lorsque ces partis de la démocratie bourgeoise sont placés au pouvoir. Vis-à-vis d'un gouvernement radical, par exemple, le parti du prolétariat doit être prêt à cette tactique d'appui successif. Mais là encore, il convient de ne jamais oublier que ce soutien circonstanciel et limité à de tels gouvernements bourgeois ne peut être accompli que par des actions de classe menées par le prolétariat de façon indépendante sans prendre la moindre responsabilité pour des gouvernements de ce genre. La classe ouvrière doit procéder dans son action de soutien de façon autonome et avec ses méthodes spécifiques de combat, qu'elle ne doit pas abandonner pour les méthodes de la démocratie bourgeoise dont elle doit au contraire se méfier.

C'est ainsi qu'en mars 1917, Lénine préconisait le « soutien » du gouvernement Goutchkof-Milioukof (2).

Devant l'appel du Soviet déclarant qu'il faut soutenir le gouvernement sous certaines conditions et qui a demandé à Kérénski d'y participer, Lénine indique que cette participation est une trahison et que le seul moyen d'empêcher la restauration de la monarchie, c'est de réaliser l'armement du peuple. Le seul « soutien » que peut accorder le prolétariat, c'est l'action indépendante des masses populaires armées, organisées et dirigées par les ouvriers conscients, contre la réaction.

C'est à nouveau de cette façon que Lénine, le 12 septembre 1917, explique la façon prolétarienne de « soutenir » le gouvernement Kérénski contre la réaction kornilovienne.

Il y a deux façons de « soutenir » un gouvernement bourgeois démocratique contre la réaction : la façon opportuniste et petite-bourgeoise, celle du VII^e congrès (alliance, bloc avec les partis démocratico-bourgeois, avec ou sans participation ministérielle) ce qui est contraire aux intérêts du prolétariat, et la façon prolétarienne de réaliser ce « soutien » (action indépendante des

(1) Voir notamment le « Manifeste Communiste », chapitre IV : Position des communistes vis-à-vis des partis d'opposition et la « Maladie Infantile du Communisme ».

(2) Voir notamment « Le nouveau gouvernement et le prolétariat ». (Œuvres complètes de Lénine, tome XX, p. 30).

masses dont les formes sont déterminées par les particularités de la situation).

LE GOUVERNEMENT DU « FRONT POPULAIRE »

Engagé aussi résolument dans la politique de collaboration avec la « bourgeoisie démocratique » le VII^e congrès devait normalement aboutir à la forme gouvernementale de cette alliance des partis du « front populaire ».

Si l'alliance des partis communiste, socialiste et du type radical est admissible et souhaitable dans la lutte contre le fascisme, il faut obligatoirement en déduire que cette alliance sera encore plus efficace et encore plus souhaitable si elle détient le pouvoir politique et utilise ce pouvoir politique contre le fascisme. C'est bien ce qu'en a déduit le VII^e congrès.

Il s'agit pour lui de constituer « pour lutter contre le fascisme » un **gouvernement de collaboration de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat avec les autres partis antifascistes** (rapport de Dimitrov, Correspondance Internationale, n° 70, p. 1.042). C'est-à-dire concrètement, en France, un gouvernement de collaboration du parti communiste et des autres partis du front populaire antifasciste (parti socialiste, parti radical, parti néo, parti républicain socialiste).

Tout un chapitre du rapport de Dimitrov est consacré à parler de ce gouvernement « qui n'est pas un gouvernement de dictature du prolétariat ». Il expose les conditions dans lesquelles il prévoit un tel gouvernement, les tâches qu'il lui assigne, les fautes qu'il ne doit pas commettre, blâme à l'avance toutes ces déviations opportunistes et gauchistes qui peuvent être commises lors de la constitution et de l'existence d'un tel gouvernement, etc., etc..., bref, rien ne manque dans cette vue prophétique, rien, qu'une petite bagatelle :

« **A quelle classe appartiendra le pouvoir ?** Non seulement on chercherait en vain une réponse à cette question dans tous les textes du VII^e congrès, mais encore cette question dont Lénine disait précisément qu'elle était la question capitale chaque fois qu'il examinait un gouvernement (1), cette question n'est pas même posée. Plutôt que de la poser, on préfère pourfendre à l'avance les « opportunistes » et les « ultragauches » qui s'avèreront, une fois de plus, les uns et les autres comme n'ayant rien compris.

La théorie marxiste et léniniste nous a appris que le pouvoir politique ne réside pas dans le gouvernement, mais dans l'appareil d'Etat.

« Toute l'histoire des pays parlementaires et du parlementarisme bourgeois, dit Lénine, ... montre que la succession des ministres n'a que fort peu d'importance, tout le travail réel d'administration étant confié à une immense armée de fonctionnaires... pénétrée d'esprit antidémocratique... momifiée, figée dans des formes immuables... basée sur le principe hiérarchique ainsi que sur certains privilèges réservés au « service de l'Etat ». Ses cadres sont complètement asservis par l'intermédiaire des banques et des sociétés anonymes, au capital financier dont ils sont dans une certaine mesure les agents... Cet appareil est absolument incapable d'appliquer des réformes, je ne dis pas abolissant mais même limitant de façon plus ou moins effective les droits du capital... »

C'est pourquoi un gouvernement, un ministère des partis du front populaire, même s'il était composé de gens de bonne foi, ne peut absolument pas faire appliquer par cet appareil les mesures que le VII^e congrès déclare être les mesures du programme minimum d'un tel gouvernement : « contrôle de la production, contrôle des banques, dissolution de la police, son remplacement par la milice ouvrière armée, etc ».

(1) Voir par exemple, Lénine, Œuvres complètes, tome XXI, p. 178-181.

L'appareil d'Etat bourgeois n'étant pas brisé et un nouvel appareil d'Etat n'étant pas mis à sa place, des antifascistes véritables, membres du gouvernement, se trouveraient devant l'alternative suivante : ou bien être sans cesse en opposition avec le **véritable gouvernement**, c'est-à-dire les hautes sphères du capital financier et des hauts fonctionnaires de l'appareil qui refuseront d'appliquer ses directives et devant lesquels il n'aura pas de force, c'est-à-dire ne pas être en fait membre du gouvernement ; ou bien se tenir dans le cadre des mesures tolérées par la machine d'Etat et les véritables détenteurs de ses leviers de commande, c'est-à-dire ne pas être antifasciste. Il leur est de toute façon impossible d'utiliser leur position gouvernementale.

Mais, disent les néo-millierandistes de l'I.C., nous supposons que « l'appareil d'Etat de la bourgeoisie est désorganisé et paralysé ». Nous voudrions bien savoir par quel miracle l'appareil de la bourgeoisie serait « désorganisé et paralysé ». Il ne sera jamais désorganisé et paralysé de façon automatique ; il faut que ce soit les masses révolutionnaires qui, par la violence le « désorganise et le paralyse ». Car comme disait Jules Guesde : la bourgeoisie ne se suicide pas, il faut que le prolétariat la « suicide » (1). Autrement dit, il faut que préalablement à la constitution du nouveau gouvernement, les masses révolutionnaires aient brisé le vieil appareil d'Etat et anéanti les bandes fascistes armées. Cette opération a un nom : elle s'appelle la révolution. Mais le VII^e congrès nous répète sur tous les tons que précisément la révolution n'aura pas lieu avant la constitution d'un tel gouvernement.

Enfin pour réaliser la moindre des réformes que le VII^e congrès fixe comme tâche à ce gouvernement, il faut non seulement que le vieil appareil d'Etat soit brisé, mais il faut encore qu'un nouvel appareil d'Etat s'appuyant réellement sur les masses, lui soit substitué et soit à la disposition du nouveau gouvernement. Mais le VII^e congrès nous répète sur tous les tons que dans la situation qu'il envisage, certes « les larges masses de travailleurs se dressent violemment contre le fascisme et la réaction, mais, souligne-t-il bien, ne sont pas encore prêtes à se soulever pour la lutte pour le pouvoir soviétique ». C'est à dire dans une situation où il n'y aura pas encore un appareil d'Etat constitué par les masses révolutionnaires organisées capable de se substituer au vieil appareil d'Etat bourgeois.

Le VII^e congrès essaie de faire croire et de prouver, en accumulant les invraisemblances, et les contradictions, qu'un véritable gouvernement antifasciste capable d'organiser le contrôle de la production, la dissolution de la police et son remplacement par les milices ouvrières, est possible sans révolution ? Mais n'importe quel révolutionnaire sérieux voit qu'il lui est impossible de fournir la moindre justification sérieuse, la moindre vraisemblance à ces tentatives utopiques d'un gouvernement sans appareil d'Etat, au-dessus des classes, planant dans les nuages du rêve.

Toute cette fantasmagorie de gouvernement populaire « qui ne serait pas encore un gouvernement de dictature du prolétariat » ne peut que mystifier les masses. Mais dans la froide réalité des rapports de classes il n'est pas difficile de voir ce que sera réellement ce gouvernement composé par les partis

(1) Et cela est encore plus vrai que dans la période présente où les bandes fascistes armées ont pour but de renforcer l'appareil d'Etat bourgeois dans sa besogne de répression contre la classe ouvrière. Mais le VII^e congrès n'en fait pas mention dans ce chapitre. Elles ont mystérieusement et automatiquement disparu en même temps que l'appareil d'Etat s'est « auto-paralysé ».

communiste, socialiste, radical, etc..., que les phrases révolutionnaires pédantes et contradictoires du VII^e congrès ne visent qu'à camoufler. Ce gouvernement venant au pouvoir sans révolution sera et ne peut être autre chose qu'un gouvernement de collaboration de classe, avec un appareil d'Etat bourgeois et avec braqués sur son dos les revolvers et les mitrailleuses des ligues fascistes. Gouvernement incapable de faire quoi que ce soit contre le capital en faveur du prolétariat parce que ne disposant d'aucun pouvoir pour réaliser cette politique. Mais dans la mesure où il est concevable, il serait en revanche un gouvernement capable d'illusionner le prolétariat pour une certaine période avec ses ministres « communistes » jouant le triste rôle de paravent et de paratonnerre pour le protéger de la colère des masses et reproduisant les exploits de Millerand de 1889 flanquant le bourreau Galifet, faisant fusiller les ouvriers de Châlons par les troupes républicaines... et les pires heures du ministère d'union sacrée de 1914.

La guerre n'est que la continuation par d'autres moyens de la politique menée en temps de paix. La politique de collaboration de classe « contre le fascisme » en temps de paix ne peut que se transformer en politique d'union sacrée en cas d'une guerre contre l'Allemagne hitlérienne. La déclaration de Staline qui « comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité » est bien l'expression de toute la politique du VII^e congrès, qui, naturellement, l'approuva hautement.

Sixte-Quenin, un réformiste qui souvent dit ce que les autres, plus prudents, préfèrent « faire sans le dire », met tous les points sur les i dans son article « Voyons clair » (Populaire du 19 septembre) : « S'il était admis que les députés communistes, et par conséquent les socialistes, ne pourraient voter pour leur gouvernement, le jour où des gardes mobiles auraient bousculé des grévistes ou des manifestants de gauche, on pourrait tenir pour acquis que ce gouvernement ne vivrait pas de longs jours... J'imagine, en effet, qu'il n'est pas dans l'esprit de personne d'attendre des radicaux, avec lesquels on collaborerait, que sous le gouvernement dont ils feraient partie, le patronat serait laissé seul en présence de grévistes éventuels.

... Même s'il y a des communistes et des socialistes au gouvernement, c'est l'Etat bourgeois qui continuera à vivre. Cette majorité gouvernementale devra voter des milliards pour le militarisme, le colonialisme et la police, parce que si elle s'y refusait son gouvernement tomberait »

On ne peut rien ajouter à ces constatations cyniques qui découlent logiquement de l'attitude actuelle du parti se préparant à « vendre la force politique du prolétariat au gouvernement bourgeois, » comme a défini la politique de coalition gouvernementale, en 1910, Kautsky qui était à ce moment marxiste. Les théories du VII^e congrès sont inspirées non pas par l'esprit de Kautsky-marxiste mais par celui du « rénégat Kautsky » enseignant qu'entre la société capitaliste et la société socialiste se trouve la période des « gouvernements de coalition bourgeois-ouvriers ».

PEUT-ON VAINCRE LE FASCISME EN SUIVANT LA LIGNE DU VII^e CONGRÈS

De plus en plus se développe, dans certaines sphères du parti, la conception de désespoir qui est au fond celle du VII^e congrès : « oui, l'essentiel est de battre le fascisme même au prix de renoncer pour une période à la révolution prolétarienne ».

Tactique désespérée, car le renoncement « pour un temps » à la révolution prolétarienne laquelle ne devient plus qu'un mythe lointain, sans liaison avec les tâches présentes, c'est précisément dans la période présente la certitude qu'il sera impossible de vaincre le fascisme

Cela sera impossible parce que le prolétariat est la seule force qui par sa lutte en tant que classe est totalement opposée au fascisme. C'est seulement dans la mesure où il mènera sa lutte en tant que classe, c'est-à-dire de façon indépendante, s'il se soumet, comme actuellement il a commencé à le faire sous la direction de l'I.C., à la démocratie bourgeoise dont il accepte le programme, il perd sa force d'attraction vis-à-vis des masses petites-bourgeoises, surtout de la paysannerie, justement dans le moment où celle-ci, sous l'effet de la crise, commence à se libérer de l'influence et de la direction de la bourgeoisie libérale.

En se liant lui-même au parti radical et en se plaçant inévitablement par cette alliance sous l'hégémonie du parti radical, en n'étant plus qu'un appendice de la démocratie bourgeoise, le prolétariat partage toutes les responsabilités de l'impuissance et des palinodies et des trahisons de la bourgeoisie libérale dont les intérêts fondamentaux de classe ne se différencient pas de ceux de la bourgeoisie réactionnaire et du fascisme. Chaque nouvelle et inévitable faillite et trahison de son allié rejaillit sur lui-même, le déconsidère aux yeux des masses petites-bourgeoises hésitantes prêtes à aller du côté du plus fort. Ces masses l'englobent dans une même désaffection, dans un même mépris, dans une même haine avec la démocratie bourgeoise en état de crise. Dégoûtées, elles ne peuvent qu'aller vers le fascisme.

En fin de compte, cette tactique n'aboutit qu'à accroître formidablement le danger du fascisme en lui fournissant précisément sa base de masse indispensable : la petite bourgeoisie déçue, affolée, enragée.

Ce raisonnement n'est pas un simple développement logique, théorique. L'expérience en a confirmé l'exactitude de la façon la plus écrasante. Le VII^e Congrès ne fait que reprendre à son compte la politique de collaboration de classe qui a en définitive conduit la social-démocratie allemande à se mettre à plat ventre devant Hitler.

Tel est la perspective la plus probable au cas où le prolétariat suivrait la tactique du VII^e congrès. Si toutefois la bourgeoisie libérale réussissait cependant à maintenir son influence sur les masses, le résultat de la tactique du VII^e congrès ne serait guère meilleur. En effet, la disparition de la classe ouvrière en tant que facteur indépendant ne ferait que faciliter l'abandon progressif des conquêtes démocratiques par la bourgeoisie elle-même. Car ces conquêtes n'ont été accordées par la bourgeoisie que sous la pression de la lutte de classe indépendante du prolétariat pendant des décades, elles n'ont été que le sous-produit de la lutte indépendante et directe de la classe ouvrière, elles cesseraient d'exister dans la mesure même où la cause qui les a engendrées cesserait de menacer et d'agir sur la bourgeoisie et la réaction classique s'installerait au pouvoir.

La lutte contre le fascisme et la réaction ne peut être menée avec succès que dans la mesure où la classe ouvrière développera de façon large et impétueuse son action spécifique sur son chemin : celui de la révolution prolétarienne. En abandonnant ce chemin, le VII^e congrès perd en même temps toutes possibilités de vaincre la réaction et le fascisme.

Mais la tactique du VII^e Congrès n'est pas seulement la répétition pure et simple de la tactique du moindre mal de la social-démocratie allemande. Elle est dans une certaine mesure la synthèse de cette tactique de désespoir avec la tactique de surenchère démagogique avec les nationalistes et les agrariens qui eut en Allemagne les effets désastreux que l'on sait après que le P.C.A. l'eut appliquée lors du tristement fameux « plébiscite rouge » de 1931 où il fit cause commune avec les nazis, sous prétexte d'enlever aux

fascistes la direction des masses nationalistes, et avec son programme de « libération nationale et sociale » où il s'essayait à rivaliser de démagogie nationaliste avec Hitler.

Le fait que toute critique fut étouffée dans l'Internationale Communiste après le désastre de 1933, le fait que l'I.C. s'est toujours farouchement opposée à ce que soit tirées devant tout le prolétariat mondial les leçons de la défaite sans combat du P.C.A., le fait que le VII^e congrès au lieu de rechercher à élucider les causes profondes de cette faillite ait honteusement rejeté ses lourdes responsabilités sur le dos de la classe ouvrière allemande qui n'a pas compris... qui n'a pas fait... qui aurait du faire..., tout cela rend inévitable le renouvellement et l'aggravation des pires erreurs que l'I.C. a dictées au P.C.A.

Sous le prétexte que dans chaque pays le mouvement ouvrier révolutionnaire doit attacher sa lutte actuelle à ses traditions et à son passé révolutionnaire et qu'il doit revêtir une forme nationale — mais Marx soulignait que cette forme n'était nullement nationale au sens bourgeois du mot (Manifeste Communiste) — le VII^e Congrès a développé dans chaque parti une phraséologie nationaliste qui emplit notamment la presse officielle du P.C.F.

L'évocation des traditions révolutionnaires du prolétariat s'est transformée en l'évocation de la tradition nationale, afin de justifier, par des exemples du passé, la politique de collaboration de classe suivie actuellement. La phrase de Lénine sur l'amour du pays dans le sens de l'amour des traditions révolutionnaires et de la glorification de la lutte contre les classes oppresseuses est désormais utilisée dans le sens de l'amour qui doit unir « tous les Français » à l'exception d'une poignée de 200 familles et de la glorification de l'alliance avec la bourgeoisie libérale. Sur l'ordre de l'I. C. au VII^e congrès cette ligne se développe avec une sorte de frénésie qui atteint au grotesque.

Désormais, le P. C. s'affiche hautement comme le champion de la « PAIX INTERIEURE » et de la « RECONCILIATION TRICOLEURE ». Il met en avant les mots d'ordre de « GRANDEUR DE LA FRANCE », « L'UNITE DE LA NATION ». Il veut une « FRANCE A ECONOMIE SAINTE » (avant la révolution socialiste), UN PAYS RICHE ET PROSPERE (toujours dans les cadres du régime capitaliste). Pour que « LA FRANCE SOIT FORTE DEVANT L'ALLEMAGNE », IL SE FAIT LE CHAMPION DE LA REPOPULATION !

Le nationalisme le plus outré se sert d'une page de Jaurès pour célébrer les hauts faits des croisades et la politique d'unification nationale de Louis XIV (discours de Thorez à l'assemblée d'information du 7 octobre, salle Wagram).

Ainsi, sont bafouées les idées fondamentales et élémentaires du socialisme scientifique qui a démontré et enseigné irréfutablement : que « paix intérieure » et « unité de la nation » en régime capitaliste signifie capitulation du prolétariat devant la bourgeoisie et trahison de ses intérêts immédiats et historiques; que « réconciliation française sous les plis du drapeau tricolore » ne peut signifier qu'union sacrée en temps de guerre et dès avant le temps de guerre que « la grandeur de la France » en régime capitaliste n'est pas concevable sans le maintien de sa domination impérialiste et sans l'écrasement des peuples des colonies; que vouloir une France riche et à économie saine en régime capitaliste et qui plus est en régime capitaliste en déclin, pourri, dans sa dernière phase, est un non sens, digne de la démagogie du Comité des Forges; que les efforts pour développer la natalité en régime capitaliste ne font qu'accroître la misère des parents prolétaires, misère qui ne peut pas être liquidée en régime capitaliste, etc., etc...

Si tout cela pouvait être fait avant la révolution prolétarienne par voie de réforme et grâce au Front populaire — et c'est précisément sur ce point qu'insistent la presse et les propagandistes néo-communistes — on se demande alors : quel besoin le prolétariat aurait de lutter pour la révolution prolétarienne ? Le développement de cette idéologie nationale-réformiste aboutit à ruiner dans les masses ouvrières l'idée de la révolution prolétarienne.

« LES PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES » DU VII^e CONGRES

Pour Dimitrov, les perspectives révolutionnaires, ce n'est plus qu'un objet de moquerie :

« Nous devons finir avec une situation où les communistes... substituent à l'analyse marxiste-léniniste, des phrases générales et des mots d'ordre comme « issue révolutionnaire de la crise », proclame-t-il dans le discours de clôture après la « discussion » de son rapport.

« Nous avons rejeté intentionnellement des rapports et des décisions du congrès des **phrases sonores** sur des perspectives révolutionnaires », affirme-t-il dans le discours de clôture du congrès.

Ainsi, Dimitrov lui-même qualifie de **phrases sonores** tout le travail de l'I.C. depuis 1928, quand on se gargarisait de phrases sur l'essor révolutionnaire, l'issue révolutionnaire, etc. Mais au lieu d'opposer à ces phrases **vides et générales** une analyse sérieuse des perspectives de la révolution socialiste, Dimitrov y substitue d'autres phrases, d'autres affirmations, où l'antifascisme, la démocratie bourgeoise, la paix, remplacent les idoles d'hier. La politique de l'I. C. rejoint ainsi la politique réformiste traditionnelle. Les Evrard, Sixte-Quenin, Rivière et autres ont depuis longtemps découvert que « des perspectives révolutionnaires » ne sont que des phrases sonores générales et que la seule « réalité concrète » est la collaboration gouvernementale avec les bourgeois de gauche !

« Renoncer pour un temps » à la révolution prolétarienne, comme le fait aujourd'hui l'I.C., aboutit à décomposer le prolétariat révolutionnaire, à détruire le travail fait par des générations de révolutionnaires prolétaires. En même temps, cette idéologie aboutit à un élargissement et à un renforcement sans précédent des illusions et des préjugés nationalistes dans les masses.

La politique du VII^e congrès n'aboutit pas à la défaite du fascisme, mais bien à la décomposition politique et idéologique de la classe ouvrière, ce qui verse de l'eau au moulin du fascisme.

Si le VII^e Congrès efface les perspectives de la révolution prolétarienne, il s'efforce par contre de maintenir quand même devant les yeux du prolétariat international un « but socialiste » proche et facile à atteindre. Plus exactement ce qui disparaît, c'est le plan de la lutte de classes sur lequel les perspectives révolutionnaires se profilaient. Mais le VII^e Congrès s'attache à faire apparaître les perspectives d'un monde socialiste, tout à coup et d'un tout autre côté, sur un autre plan et sous une forme nouvelle, complètement différente de l'idée que les révolutionnaires marxistes se faisaient de l'avènement du socialisme.

C'est André Marty qui expose de la façon la plus nette cette « **nouvelle voie vers le socialisme** »... par la politique économique du pouvoir soviétique.

« La construction socialiste en U.R.S.S... constitue cet explosif le plus puissant dont avait rêvé les révolutionnaires romantiques et qui est capable de

détruire le régime d'exploitation et de famine. Encore quelques années passeront et le simple récit de la vie aisée et culturelle des travailleurs, de ce bien-être, de cette joie de vivre qui règne en U. R. S. S., la propagande par l'exemple ou les impressions des délégations ouvrières envoyées en U.R.S.S., mettront en mouvement des forces qu'aucun obstacle du vieux monde capitaliste ne saura retenir. »

Ainsi dans les plus proches années le problème du socialisme sera résolu complètement et sans réserve par le pouvoir soviétique et il en résultera ipso facto que le capitalisme mondial détruit par ce nouvel explosif qui fait l'économie de la révolution disparaîtra. Comme on le voit, le problème de la révolution prolétarienne sera résolu pourvu que le prolétariat mondial sache défendre la paix et apporter à l'U. R. S. S. son dévouement et son admiration absolus.

Il n'est plus question de la lutte intransigeante des classes et du renversement de la bourgeoisie dans les pays capitalistes par la révolution prolétarienne. Un nouveau programme de l'I. C. est virtuellement édicté à la place du programme constitutif de l'I.C. qui est contenu dans les principaux documents des premier et deuxième congrès mondiaux (1), et que l'on peut résumer en ces quelques mots : « Le système impérialiste croule, la bourgeoisie n'est plus capable de diriger, la classe ouvrière doit prendre le pouvoir politique par l'action directe des masses, par une lutte révolutionnaire sans merci contre la bourgeoisie, étant bien entendu que la conquête du pouvoir ne signifie pas changement de personne dans un ministère, mais anéantissement de l'appareil d'Etat prolétarien. »

QUE RESTE-T-IL DE L'INTERNATIONALE DE LENINE

Et maintenant, si l'on se demande : qu'y a-t-il de commun entre le VII^e Congrès de l'I. C. et les principes constitutifs de la III^e Internationale, on s'aperçoit qu'il n'y a de commun qu'une apparence extérieure, qu'une phraseologie traditionnelle camouflant un contenu politique complètement différent.

A la lutte de classe, on a substitué la collaboration de classe. A la lutte pour la révolution prolétarienne — une lutte illusoire de la démocratie bourgeoise contre le fascisme. A l'internationalisme prolétarien — une sorte de nationalisme réformiste. Au marxisme — le réformisme. Il faut le constater : l'I.C. en tant qu'organisation révolutionnaire du prolétariat, l'I. C. de Lénine, n'existe plus. Dans ces conditions, pour ce néo-communisme, aucun obstacle de principe ne s'oppose plus à la fusion avec les partis socialistes, à la réalisation de l'unité politique. Naturellement, il serait faux de méconnaître les différences qui séparent les partis communistes et socialistes, mais dans la socialdémocratie elle-même des courants divers coexistent et les différences par exemple entre Zyromski ou Caballero, sans parler déjà de Pivert, Sixte-Quentin ou Morisson, sont plus grandes que celles entre Thorez et Zyromski ou Ercoli et Otto Bauer. Rappelons-nous le cri de Rivière à Mulhouse, qu'il « est beaucoup plus près de l'opinion communiste que de celle de Zyromski et de ses amis » (« Populaire », du 12 juin).

Les conditions posées aujourd'hui par l'I. C. pour l'unité politique sont acceptables pour les réformistes, surtout dans la mesure où elles couvrent une politique réformiste **analogue à la leur**.

(1) Voir entre autres la « Plateforme de l'Internationale Communiste (les quatre premiers congrès mondiaux de l'I. C., pages 18-21). Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse Paris (10^e).

Dans son rapport, Dimitrov pose comme première condition de l'unité la rupture du bloc avec la bourgeoisie. Les délégués du P.C.F. ont voté cette condition, et pourtant les communistes continuent à collaborer fraternellement avec le parti radical, représente au gouvernement, en attendant que Flandin et Marquet veuille rejoindre le Front populaire. Il suffit que le parti socialiste veuille causer avec les communistes et l'I.C. le déclarera exempt du « péché de collaboration avec la bourgeoisie » et digne de fusion.

La troisième condition — reconnaître la nécessité du renversement révolutionnaire de la bourgeoisie. Cette reconnaissance — en paroles — figure dans la majorité des programmes socialistes; dans la mesure où il ne s'agit que de la reconnaissance pour l'avenir, aucune difficulté sérieuse ne doit se lever.

La quatrième condition — refuser de soutenir la bourgeoisie dans la guerre impérialiste — n'est pas terrible non plus. Depuis que la définition de l'agresseur de Litvinov et le respect de la S. N. D. sont devenus les principes de la politique communiste et que seules les guerres en violation du pacte de la S.D.N. sont déclarées **impérialistes**, donc condamnables, rien n'empêche l'acceptation de cette formule par la socialdémocratie.

La deuxième et la dernière (cinquième) conditions (réalisation au préalable de l'unité d'action et le centralisme démocratique comme régime du parti) peuvent être facilement acceptés par les réformistes.

Mais le point le plus significatif de cette nouvelle charte, c'est la seconde partie de la troisième condition : reconnaissance de la dictature du prolétariat, **sous la forme des soviets** (souligné par moi. — M. B.). Pourquoi cette revendication? Et si la dictature du prolétariat se réalisait quelque part sous une nouvelle forme, encore inconnue? Faut-il rejeter cette éventualité? Jusqu'à 1917, les marxistes considéraient que la dictature du prolétariat se réaliserait sous la forme de la Commune. La révolution russe a donné naissance à une nouvelle forme : les soviets. Pourquoi fermer la porte à ces possibilités? Remarquons que cette revendication ne figure pas dans les 21 conditions. En revanche, elle **remplace** maintenant des conditions aussi importantes que la lutte contre l'oppression coloniale et nationale, le travail antimilitariste, etc.

Dans les cadres de la « charte de Dimitrov », ce point ne peut avoir une autre signification que la reconnaissance que le pays des soviets est un régime de dictature du prolétariat (1). Et alors tout s'éclaircit. En échange de cette reconnaissance, l'I. C. « reconnaît » les principes traditionnels du réformisme, elle les couvre de son autorité et ainsi rien n'empêche la fusion.

Le menchévik Abramovitch définit ainsi le sens de ce « compromis » entre l'I. C. et la socialdémocratie internationale :

« L'I.C. « retire ses troupes » de l'Europe, en obligeant les minorités communistes dans tous les pays de fusionner avec les partis socialistes sur la base de la plateforme socialdémocrate et de la renonciation aux mots d'ordre communistes particuliers; elle les livre, pour ainsi dire, « bras et pieds liés » à la socialdémocratie. Le socialisme européen cesse toute critique du régime russe, reconnaît sans réserve la dictature qui règne en U. R. S. S. et cesse toute action politique et idéologique — directe ou par ses sections russes — dans le sens de la démocratisation (capitaliste. — M. B.) de cette dictature. » (« Le Courrier Socialiste », n° 19, du 10 octobre).

(1) Dans son rapport sur les résultats du VI^e Congrès devant les militants de Moscou et de Léninegrad, Manouïlski dit expressément que « la reconnaissance sincère de la « dictature du prolétariat sous forme des soviets » détermine la position envers l'U. R. S. S.

La situation en France, où depuis l'unité d'action un accord tacite règne pour ne pas critiquer l'U. R. S. S. dans la presse socialiste, confirme cette appréciation. Certains socialistes de droite préconisaient depuis longtemps un « accord » de ce genre signifiant la liquidation de l'Internationale Communiste.

Si l'on compare la « charte d'unité » de Dimitrov avec les 21 conditions, on constate qu'au lieu de **garanties précises**, s'exprimant dans l'activité quotidiennes, que l'I.C. exigeait alors de tous ceux qui **voulaient la rejoindre**, on formule aujourd'hui quelques phrases vagues, sans aucune garantie, pour réaliser la fusion. Cela montre tout le chemin parcouru. L'I.C. a abandonné les principes qui, il y a seize ans, constituaient la ligne de démarcation entre elle et le réformisme. La liquidation formelle du parti communiste ne fera que sceller ainsi son processus de liquidation politique en tant qu'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, comme ce fut le cas avec la C. G. T. U. Le VII^e Congrès apparaît ainsi comme l'aboutissement du long processus de décomposition de l'Internationale Communiste par le développement d'une idéologie étrangère au marxisme-léninisme, qui a vaincu dans ses rangs, en tant que courant, dès 1927-1928 sous la direction de Staline, chef de l'I.C. « guide et ami des prolétaires et opprimés du monde entier », auquel le VII^e Congrès a juré fidélité absolue.

Ainsi, pour lutter contre le fascisme, le VII^e Congrès préconise la liquidation des partis communistes et l'intégration des ouvriers dans le camp de la démocratie petite-bourgeoise, en un mot la transformation du prolétariat en queue de la bourgeoisie libérale. Cette politique, en opposition avec toute la politique du marxisme depuis bientôt cent ans, doit être dénoncée par les révolutionnaires prolétariens comme une politique de capitulation devant l'ennemi de classe et de désagrégation des forces ouvrières.

Au moment où les dirigeants de l'I.C. et du P.C. essayent de ramener le mouvement ouvrier révolutionnaire sur les positions réformistes, les ouvriers communistes, fidèles aux principes du marxisme et de l'Internationale de Lénine, doivent se grouper ensemble avec les ouvriers socialistes révolutionnaires, sous le drapeau de la lutte de classe révolutionnaire. Ils ne doivent pas s'isoler, se couper des ouvriers qui suivent encore les dirigeants des deux partis « socialiste » et « communiste », unis sur le terrain du réformisme, mais tendre tous leurs efforts pour les convaincre que le prolétariat ne saura ni battre le fascisme, ni remplir sa grande mission historique, en dehors de la lutte de classe, en dehors de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

D'accord avec le congrès socialiste international d'Amsterdam de 1904, dont les décisions sont bafouées aujourd'hui aussi bien par les chefs de la II^e que ceux de la III^e Internationale, nous :

« repoussons de la façon la plus énergique les tentatives révisionnistes, tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte des classes, et à remplacer la conquête du pouvoir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concessions à l'ordre établi. La conséquence d'une telle tactique serait de faire un parti... révolutionnaire... un parti se contentant de réformer la société bourgeoise. »

C'est sur la base de la « tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte des classes », confirmée par toute l'expérience de la guerre et de l'après-guerre, que nous examinerons dans notre revue les tâches qui se posent devant le prolétariat de ce pays en liaison avec le développement de la crise politique et du fascisme.

Marcel BREVAL

La Revue "Que Faire" se propose :

- 1) D'étudier les causes et le caractère de la crise du mouvement communiste français et mondial ;
- 2) De combattre toutes les tendances qui mènent à la revision du marxisme-léninisme et des principes de l'Internationale communiste élaborés par Lénine ;
- 3) D'analyser les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, d'apprécier, à la lumière du marxisme-léninisme, la vie politique et sociale du pays, et de soumettre à la critique marxiste les courants et les partis politiques ;
- 4) De grouper autour de la revue tous les communistes prêts à lutter sur la base des principes de la 3^e Internationale, pour le rétablissement de la démocratie intérieure dans le parti communiste, sans laquelle le parti ne peut avoir de politique juste ;
- 5) De rechercher, ensemble avec tous les communistes, les meilleures voies et les moyens pour aboutir à ce but.

Tous les camarades sont priés de nous envoyer leurs observations, notes, articles, et de collaborer avec nous à la réalisation de nos tâches.

Le Gérant : E. M. Tête d'Homme.



Impressions Modernes, 37, boulevard de Strasbourg, Paris (10^e)

« QUE FAIRE » A PUBLIE EN 1935, DES ETUDES :

Le Parti et les classes moyennes (n° 1-2) ;
Contribution à l'étude des partis politiques en France (n° 1-3) ;
La crise du parti bolchévik (n° 2) ;
Faut-il se laisser matraquer (n° 3) ;
La politique extérieure de l'U. R. S. S., le pacte franco-soviétique, la défense de l'U. R. S. S. (n° 4, 5, 6) ;
Sur le caractère de l'Etat soviétique (n° 7) ;
Que signifie l'Unité syndicale (n° 9-10) ;
Le socialisme a-t-il vaincu en U. R. S. S. (n° 11) ;
La lutte contre le fascisme au VII^e Congrès de l'Internationale Communiste (n° 11).

DES ARTICLES DE LENINE INEDITS EN FRANÇAIS :

Lénine et le Front populaire (n° 1-2) ;
La liberté de critique et l'unité d'action (n° 4) ;
Lénine et la paix (n° 6) ;
Lénine et « Le gouvernement du Front populaire » en Russie (n° 8) ;
Le prolétariat et la petite bourgeoisie (n° 11).

DES ARTICLES DE DISCUSSION SUR LA GUERRE.

DES NOTES ET INFORMATIONS SUR LA VIE DU PARTI COMMUNISTE.

■ ■ ■

LISEZ « QUE FAIRE ? »

ABONNEZ-vous ! (Voir verso de la couverture)

QUE FAIRE ? est en vente :

Librairie du Travail, 17, rue Sambre-et-Meuse, 10e.
Librairie Espagnole, 10, rue Gay-Lussac, 5e.
Librairie du Luxembourg, 73, boul. Saint-Michel, 5e.
et dans les principaux kiosques.